

no 504

1.50 \$

octobre 1984

# relations

La technologie de la paix:

## Avons-nous le choix?

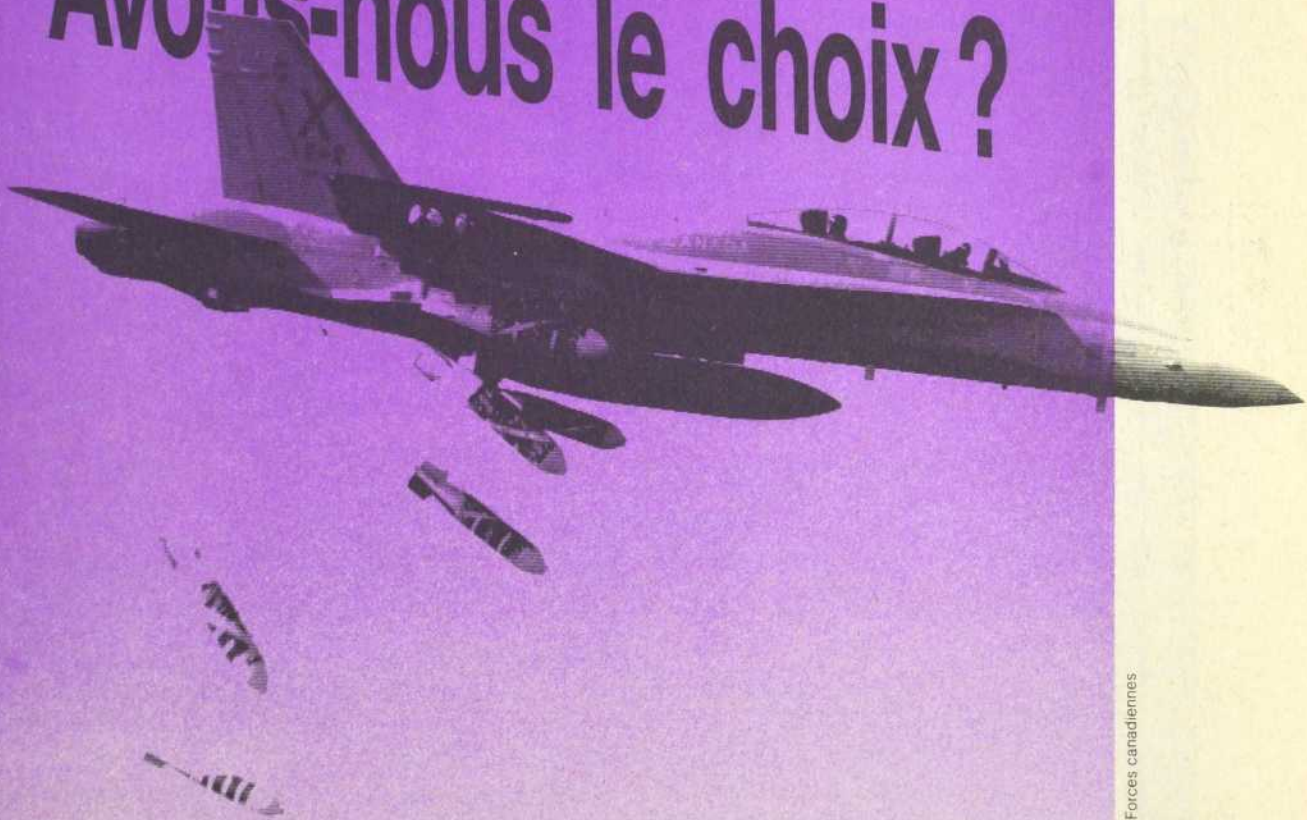


photo: Forces canadiennes

La «classe ouvrière» dans le tiers monde

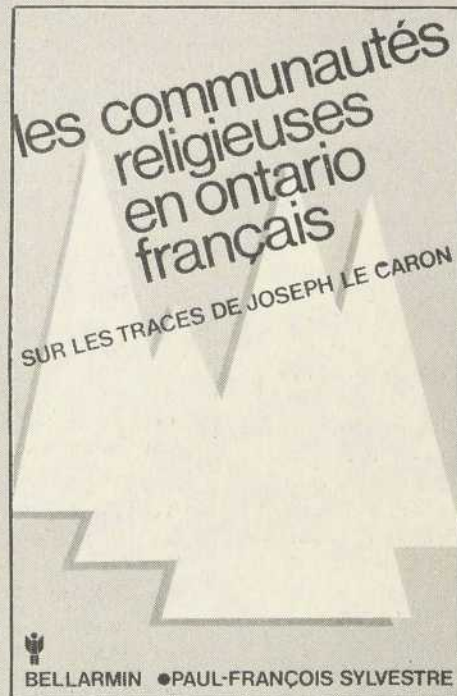
Virage technologique et formation professionnelle

Justice et Foi: l'Église de Québec fait le point

# LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES EN ONTARIO FRANÇAIS

*Sur les traces de Joseph Le Caron*

par Paul-François Sylvestre



142 pages, ill.

9,95\$

*L'auteur passe en revue la contribution des Pères, des Frères et des Soeurs au développement moral, intellectuel, social et culturel de l'Ontario français.  
Pourquoi ne pas dire leur contribution à l'existence même de ce groupe français dans cette province très majoritairement anglophone?  
Une présence de trois siècles et demi dans plus de cent villes ou villages représentant la fondation de quelque cent soixante institutions.  
Quelle belle page d'histoire!*



ÉDITIONS BELLARMIN  
8100, boul. Saint-Laurent  
Montréal H2P 2L9  
Tél.: (514) 387-2541

# face à l'actualité

## COMMENT CONTINUER À CÉLÉBRER NOTRE FOI?

**Les exigences de la périodicité de *Relations* nous empêchent de vous présenter immédiatement une analyse de fond de la visite de Jean-Paul II au Canada. En attendant d'y revenir dans notre prochaine livraison, voici tout de même quelques premières réflexions à la suite de son passage au Québec.**

Sans doute la plupart des Québécois et des Québécoises sont-ils encore éblouis par la visite de Jean-Paul II au Québec comme on l'est par le passage d'un météore. D'abord, des images splendides. Entre autres, la simplicité de l'accueil à l'Ancienne-Lorette, la chaleur du Vieux-Québec, l'intérêt des handicapés du centre François-Charon, la ténacité sous la pluie des gens au Cap-de-la-Madeleine, la cordialité des Amérindiens à Ste-Anne-de-Baupré, le recueillement de la foule immense au parc Jarry, la joie folle des enfants à la basilique Notre-Dame et la fête indescriptible des jeunes au stade olympique...

Nous restent aussi de très bonnes impressions sur un Québec à son meilleur. Un environnement (décors, rues) impeccable, une organisation des plus efficaces et une grande discipline de la foule, des officiels détendus et aimables, Michel Jasmin pour animer les jeunes du Québec, nos médaillés d'or olympiques pour offrir le symbole de la paix.

Dans une circonstance analogue, au début de juin 1980, des journalistes français avaient comparé la venue du pape à l'action des foreurs d'huile, qui descendent si loin dans le sol apparemment désertique qu'ils y découvrent des nappes insoupçonnées d'huile précieuse. Le pape Jean-Paul a certainement su rejoindre l'âme du Québec, sa fibre la plus profonde.

Toujours en juin 1980, le cardinal Robert Etchegaray avait salué le pape à son arrivée avec la formule suivante: "Péguy présenta la Beauce à Notre-Dame de Chartres. On pardonnera d'être présomptueux au point de présenter, aujourd'hui, la France à Jean-Paul II. Très Saint-Père, voici la France et son Église". Au Québec, personne n'a osé faire quelque chose de semblable. Et c'est dommage. Encore sous le coup de l'émotion, nous n'aurions peut-être pas autant de questions à nous poser. Mais il faut tout de même les aborder, pour la suite des jours.

Avons-nous vraiment célébré notre foi? Avons-nous réveillé seulement un vécu religieux épidermique, ravié pendant quelques jours par la chaleur du symbole et l'humanité profonde de la personne du pape? Avons-nous versé dans la nostalgie? Avons-nous célébré notre foi vive, celle qui pousse en avant et nous rapproche des autres? Quel impact aura la visite du pape sur notre vie sociale, sur notre justice, sur notre partage, sur notre amour social, sur tous les points chauds auxquels Jean-Paul II a accordé de l'importance lors de son passage parmi nous?

À ces questions qui nous rejoignent tous et toutes, il faut en ajouter qui concernent plus directement les principaux animateurs de notre Église, ceux qui ont été en grande partie responsables de l'orientation et du style de la visite papale. Quelle expression de notre Église leur intervention a-t-elle favorisée? À première vue, une Église encore très hiérarchisée, très masculine, dominée par le noyau solide de l'institution du passé, celle que Rome et les médias internationaux atten-

## relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

### BUREAUX

8 100, boul. St-Laurent  
Montréal H2P 2L9;

tél.: (514) 387-2541.

### ABONNEMENTS

Hélène Desmarais

**Prix de l'abonnement: 12,50\$ par année (10 numéros).  
Le numéro: 1,50\$.**

### DIRECTEUR

Albert Beaudry

### CONSEIL DE DIRECTION

Jean-Louis D'Aragon, Jean-Paul Rouleau, Jacques St-Aubin, Roger Sylvestre.

### COMITÉ DE RÉDACTION

Ginette Boyer, assistante à la rédaction, Jacques Chênevert, Irénée Desrochers, Julien Harvey, Denis Lalonde, Karl Lévêque, Roger Marcotte, Guy Paiement, Gisèle Turcot.

### COLLABORATEURS

Diane Alméras, Marcel Arteau, Renaud Bernardin, Michel M. Campbell, François Gloutnay, Yves Lever, Annie Parent Fortin, Jean Picher, Andrée Pilon Quiviger, Jacques Racine, Jean-Paul Rouleau, Carolyn Sharp.

### PAGE COUVERTURE

#### GRAPHIGNE

Les articles de *Relations* sont repertoriés dans *Poini de repère*, dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des Bibliothèques, et dans le *Repertoire canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilms*, Ann Arbor Michigan 48106 U.S.A.

Courrier de la deuxième classe Enregistrement no 0143

daient probablement, avec en plus un certain nombre de détails sympathiques qui suggèrent des changements périphériques: danses liturgiques, communion dans la main, présence féminine dans la liturgie, poignées de main plutôt que baise-main.

Mais d'autres questions qui engagent l'avenir surgissent. Comment a-t-on pu réussir la célébration des jeunes et celle des enfants, alors qu'on semble déplorer tellement leur absence dans les paroisses? Comment a-t-on pu mobiliser, malgré les difficultés de parcours, le nombre considérable de bénévoles impliqués dans les événements de la visite alors qu'on se plaint généralement des hauts et des bas de la participation à la vie communautaire? Comment a-t-on pu rassembler des fonds énormes pour recevoir le pape, alors que tant de diocèses vivent des années difficiles et coupent les budgets de façon draconienne, parfois dans des ac-

tions qui mériteraient mieux?

Une chose est sûre. On a pu vérifier que *Québec sait faire* une fois de plus. Et on a compris que *l'Église du Québec sait faire*. Nous pouvons en être tous fiers. Or, c'est précisément cette réussite qui rend si urgentes les questions qui demeurent après le départ du pape! Comment pourrions-nous donner des suites à cet événement? Comment tant dans l'Église que dans les autres secteurs de la société, pourrions-nous faire tous les jours pour Jésus Christ et pour les pauvres qui le représentent éminemment ce que nous avons su faire pour le pape?

Comment continuer à célébrer notre foi?

Le 14 septembre 1984

Julien Harvey

## DES PROMESSES ET DES JEUNES

Un débat télévisé entre les trois chefs des principaux partis politiques sur la situation des jeunes au Canada a été proposé. Mais l'idée n'a pas abouti lors des négociations entre la Société Radio-Canada et les partis po-

litiques. Imaginons le scénario: MM. Broadbent, Mulroney et Turner répètent que le chômage des jeunes est une plaie sociale et promettent que le prochain gouvernement leur trouvera à coup sûr du travail. Le spectacle eut été bien terne, aucun jeune téléspectateur ne pouvant croire une telle promesse.

Des promesses, il y en a eu. Tellement qu'on peut réalistement se demander qui aura la mémoire assez longue pour toutes les rappeler aux politiciens. Examinons-en quelques-unes.

Le Nouveau Parti Démocratique, fidèle à sa base syndicale, promettait d'abaisser à 35 heures la semaine de travail créant ainsi des milliers d'emplois. Conscient que le chômage des jeunes s'inscrit dans une restructuration plus globale de l'économie, le NPD s'engageait, d'ici quatre ans, à réaliser un régime de plein emploi. D'autre part, la perspective d'une démilitarisation du Canada permettrait de récupérer des budgets énormes, et de les affecter dorénavant aux programmes sociaux. Enfin, le NPD s'engageait à créer un fonds d'initiative-jeunesse, sorte de coopérative de financement de projets sociaux et écologiques conçus par les jeunes.

Du côté du Parti Libéral du Canada, l'ex-premier ministre John Turner, l'homme qui croit au recyclage de la main-d'oeuvre — "c'est la troisième fois que je me recycle en 15 ans", blaguait-il le 16 avril dernier à St-Jean, Terre-Neuve — a essentiellement promis de prolonger les divers programmes d'emploi déjà existants et proposé le projet "Première chance", destiné à faciliter l'obtention d'un premier emploi pour 100 000 jeunes par année grâce à un plan d'apprentissage national mal défini encore. (Toronto, 26 mai 1984).

Monsieur Mulroney, quant à lui, a fait les promesses les plus nombreuses. Ainsi à Sherbrooke, le 26 juillet dernier, le chef du PC s'engageait à convoquer "immédiatement" après sa victoire une rencontre fédérale-provinciale sur le thème du chômage des jeunes. D'autre part, le programme du parti prévoit l'octroi d'un crédit d'impôt pour tous les employeurs qui embaucheront

DEPUIS PLUS DE 40 ANS  
UN MAGAZINE CHRÉTIEN  
ENGAGÉ  
D'ANALYSE ET DE RÉFLEXION  
SUR L'ACTUALITÉ  
SOCIALE ET RELIGIEUSE



**relations**

**ABONNEMENT**

**1 an (10 nos): 12,50\$**  
**à l'étranger: 20,00\$**

Nom .....

Adresse .....

code postal

8100, St-Laurent, Montréal H2P 2L9; 387-2541

des jeunes. Le PC entend aussi informatiser tous les Centres d'emploi du Canada pour que les chômeurs puissent connaître les offres d'emploi d'un océan à l'autre. Enfin, le PC s'engage à mieux contrôler les prestations d'assurance-chômage pour qu'elles soient versées à des fins de formation, de mobilité de la main-d'œuvre et pour l'acquisition d'une expérience de travail dans le domaine du bénévolat.

Le 4 septembre dernier, le parti de Monsieur Mulro-

ney recevait les faveurs de l'électorat dont celles de nombreux jeunes, à n'en pas douter. Que faut-il en attendre? On nommera, bien sûr, un troisième titulaire en moins d'un an, au ministère d'État à la Jeunesse et l'on rappellera à la patience ceux qui auront cru possible la réalisation de toutes ces promesses dès les premiers mois de pouvoir progressiste-conservateur.

François Gloutnay

## PAR-DELÀ LES SOUPÇONS, À QUAND LE VRAI DIALOGUE?

Le 6 août dernier, un document de 36 pages a été publié par le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui a été largement commenté par la grande presse comme étant une condamnation de la théologie de la libération (TDL). Ce débat ne concerne pas seulement la romantique et turbulente Amérique latine car un analyste économique québécois qui se veut très sérieux, M. Alain Dubuc, n'en profitait-il pas — chacun trouve son Nihil Obstat où il peut — pour régler leur compte aux évêques canadiens, accusés d'utiliser "un schéma d'analyse, truffé de concepts marxistes, hérité de la théologie de la libération" (*La Presse*, 15 sept. C1). Quant à la lettre du texte, il ne contient aucune condamnation formelle. Mais son intention reste manifeste, et cette publication s'inscrit dans le cadre d'une campagne qui se prépare depuis fort longtemps. Ce texte — ou l'essentiel de son projet — semble avoir "circulé" bien avant cette date. Dès l'an dernier, les deux frères théologiens, Leonardo et Clodovis Boff y faisaient, dans le journal brésilien "Folha de São Paulo", une réponse détaillée, franche et respectueuse (Cf. *DIAL*, n° 931, 26 avril 1983). Et dans *Le monde diplomatique* du mois de juin 1984, le chanoine Houtart lui consacre une fort longue analyse.

Ce document — ou une version antérieure — avait probablement servi de "prétexte" à Rome pour essayer de forcer la main à l'épiscopat péruvien afin d'obtenir que soit condamné Gustavo Gutierrez. Après de longues et pénibles discussions, les évêques péruviens s'étaient refusés à poser ce geste. Actuellement, sa publication coïncide avec la convocation à Rome du théologien franciscain Leonardo Boff — un autre Leonardo comme... da Vinci, inquiété lui aussi, jadis, par la censure! Cette "instruction" romaine est communiquée aux

évêques de différents pays avec une lettre les enjoignant de faire parvenir à Rome, pour publication dans l'*Osservatore Romano*, des lettres d'appui<sup>1</sup>. Il y a donc manifestement des **pressions** pour obtenir une condamnation du courant de la TDL ou éventuellement un discrédit de ses porte-parole.

Nous reviendrons sous peu sur les questions de fond engagées dans ce dossier. Mais il est intéressant de faire remarquer que le texte du cardinal Ratzinger est étonnamment plus nuancé que ne le laissent croire les résumés d'une certaine presse. Non seulement il reconnaît le scandale des inégalités sociales et la légitimité de l'aspiration des peuples à la libération, mais il insiste beaucoup sur le fait que "comme tout mouvement d'idées, les TDL recouvrent des positions théologiques diverses" (no 3). Il affirme même que, "prise en elle-même, l'expression théologie de la libération est une expression pleinement valable: elle désigne alors une réflexion théologique centrée sur le thème biblique de la libération et de la liberté et sur l'urgence de ses incidences pratiques" (no 4). Par ailleurs, comment comprendre le titre lapidaire: "Instruction sur quelques aspects de LA théologie de la libération"? Et dans les chapitres de conclusion, le document ne résume-t-il pas "les aspects essentiels que LES théologies de la libération tendent spécialement à méconnaître ou à éliminer"? Que l'expression TDL soit employée au singulier ou au pluriel, on voit bien comment, par-delà les apparences (les nuances apparentes), est à l'oeuvre le procédé de l'amalgame et de la **généralisation**.

Mais la plus grande question que nous semble poser ce document est la suivante: y a-t-il un théologien (un seul) auquel on puisse attribuer la formulation simpliste, primaire, éculée du marxisme telle que présentée par le cardinal Ratzinger? Nous n'en connaissons aucun personnellement. Les frères Boff sont très affirmatifs sur ce point: "Un théologien de la TDL admettrait difficilement les contenus restrictifs que le préfet croit trouver dans la TDL" (art. cit. de *DIAL*). Comme l'écrit un intellectuel américain dans le *New York Times*<sup>2</sup>, le **procédé de l'arrosoir** — asperger à la ronde, sans prétendre mouiller personne — n'est pas un argument très convaincant. Ces manoeuvres, excellentes en politique, ne sont pas les plus efficaces pour faire débloquent et avancer le dialogue théologique. Comme le disait Leonardo Boff dans une entrevue qu'il accordait, la veille de son départ pour Rome, au *Jornal do Brasil* (29 août 1984): "On combat une idée avec une autre idée, jamais avec des mesures disciplinaires".

1. Cf. *La Presse*, 18 septembre 1984, B 5.

2. "Without naming a single book or article or author, the Vatican attributes to "certain forms of liberation theology" positions that, to my knowledge, none of its major proponents espouse. Thus, for example, the document charges that liberation theologians champion class struggle and confuse the poor mentioned in the Bible with the "proletariat of Marx", that they dissolve Christianity into "a purely earthly gospel". Cardinal Ratzinger... may indeed fear that this is what liberation theologians believe, but until the Vatican offers some evidence in support of its claims it cannot expect to be taken seriously" (Thomas Sheehan, "The Vatican errs on Liberation Theology" *New York Times*, 16 septembre 1984, E 23). L'auteur de cet article est professeur de philosophie à l'université Loyola de Chicago.

Les frères Boff reconnaissent volontiers qu'il peut exister dans la TDL des articulations malaisées de la foi, "des positions tranchées qui peuvent donner l'impression de réductionnisme, sans toutefois y tomber" (DIAL, art. cit.). Et en ce sens, il est vrai, il est possible en tout cas — et c'est ce que nous souhaitons — que ce texte romain soit l'occasion d'un dialogue réel, fécond, qui aide aux positions en présence à se comprendre au lieu de s'exclure. On peut espérer que cette crise, qui couvait déjà depuis fort longtemps, soit maintenant l'occasion d'un large débat qui dissipera les confusions qui règnent autour des concepts et des pratiques de justice sociale.

Pour terminer, nous signalons, entre autres manifes-

tations d'appui aux théologiens de la libération, la déclaration des trente théologiens de *Concilium*:

Comme ces mouvements sont pour l'Église entière un signe d'espoir, toute intervention prématurée des autorités ecclésiales risque d'étouffer l'Esprit qui anime les Églises locales et les guide. Nous exprimons notre profonde solidarité avec les mouvements de libération et leur théologie. Nous protestons contre les soupçons et les critiques injustes à leur égard. Nous croyons fermement qu'en eux se jouent, pour une part, l'avenir de l'Église, l'avènement du Royaume et le jugement de Dieu sur le monde.

**Karl Lévêque**

## DIALOGUER AVEC LES NOUVEAUX GROUPES RELIGIEUX

Depuis une décennie, des groupes spirituels et religieux d'un genre nouveau sont apparus un peu partout au Québec et déjà des initiatives diverses ont permis de les connaître un peu mieux. Entrer en dialogue avec eux, c'est autre chose et ce n'est pas toujours une mince affaire. Des réticences et même des craintes apparaissent souvent au sein de ces groupes, et pour cause.

- Un certain discours théologique ou exégétique, par exemple, se contente d'opposer une "bonne" et une "mauvaise" doctrine, une lecture juste de l'Écriture et "celle des autres".
- Les médias retiennent trop souvent les aspects les plus frappants du phénomène religieux actuel: les "trois cents groupes" représentés au Québec et l'étrangeté de certains d'entre eux, sans oublier les hypothétiques "lavages de cerveaux" et les moyens douteux de recrutement, qui riment avec endoctrinement.
- Et "Monsieur et Madame tout le monde"? Ils expriment parfois des choses difficiles à concilier lors d'une seule et même intervention: l'un demande des mises en garde ou des avertissements aux spécialistes et aux autorités religieuses; l'autre, des moyens de rester en contact et de cheminer avec une personne de sa famille, avec une compagne ou un compagnon qui s'est engagé dans une nouvelle voie spirituelle et religieuse.

Bref, jusqu'ici, rien de trop positif pour ceux et celles qui se sont engagés sincèrement dans une démarche spirituelle en marge des Églises traditionnelles.

Apprendre à connaître et à interpréter le phénomène des nouvelles religions dans une perspective de dialogue et de respect mutuel est un réel défi et une voie d'avenir. Le Centre d'information sur les nouvelles religions (CINR)<sup>1</sup> a été fondé pour rendre possible ce projet. Les personnes intéressées ou préoccupées par le phénomène spirituel et religieux actuel peuvent compter depuis août dernier sur les services du CINR. Le CINR est un organisme sans but lucratif; son conseil d'administration est composé d'universitaires et de personnes de divers milieux engagées dans l'approche

des nouvelles religions. Richard Bergeron est le président de ce Conseil. Les autres membres sont: Marie-France James, vice-présidente, Irénée Beaubien, Roland Chagnon, André Charron, Normand Décary, Benoît Lacroix, Mgr Fernand Lapointe, Pierre Pelletier, Gloria Pelletier et Denise Roussel.

Le CINR s'adresse au public en général, aux membres des nouveaux groupes spirituels et religieux, ainsi qu'aux intervenants sociaux et aux agents de pastorale.

Ses objectifs sont: fournir de l'information sur les nouvelles religions, les nouvelles spiritualités, etc.; susciter et entretenir le dialogue avec les membres des groupes religieux nouveaux; offrir une assistance adéquate aux personnes interrogées par les nouveaux phénomènes spirituels et religieux; favoriser le discernement spirituel. Le CINR est un lieu d'échanges qui offre un certain nombre de services dont le counselling psycho-spirituel et l'écoute individuelle, la formation complémentaire pour des intervenants sociaux, des enseignants et enseignantes, des agents de pastorale ou autres, la production de documents audio-visuels et écrits sur ces questions. Ses principales activités consistent en des sessions sur des thèmes relatifs aux phénomènes religieux nouveaux, des conférences, des rencontres de jeunes, d'adultes préoccupés de diverses manières par la présence des nouvelles religions. Le CINR prépare également un cours par correspondance.

Le Centre d'information sur les nouvelles religions se veut accueillant pour les personnes intéressées par les nouveaux phénomènes religieux ou spirituels. Il entend respecter le cheminement des individus et la vérité qui est en chacun. Il se propose de rester à l'écoute des besoins de tous au delà des frontières et des options personnelles.

Le CINR est animé par un esprit d'ouverture, dans le souci d'un dialogue vrai. C'est dans ce contexte que le Centre fera connaître les voies spirituelles inspirées du christianisme et qu'il proposera son point de vue sur les phénomènes spirituels et religieux actuels.

**Yvon Lepage**  
directeur du CINR

1. 8010, rue Saint-Denis (métro Jarry) Montréal, H2R 2G1; tél.: (514) 382-9641.

## LES INFRACTIONS SEXUELLES À L'ÉGARD DES ENFANTS

— "Mes enfants ont maintenant sept et neuf ans. Ils ont eu de la chance. Il y a environ quatre ans, mon fils, qui avait alors cinq ans, est venu me trouver un matin sans penser à mal, et m'a raconté que mon frère avait tenté de faire quelque chose avec lui et sa soeur la veille au soir. Heureusement, il n'avait pu aller jusqu'au bout de ses intentions ni avec l'un ni avec l'autre." (p. 183)<sup>1</sup>

— "Mon père s'est rendu coupable d'inceste à mon égard alors que j'étais encore enfant. Tout a commencé lorsque j'avais environ huit ou neuf ans et cela a duré jusqu'à la fin de mon adolescence. Ce fut épouvantable. Toute mon enfance a été gâchée. J'ai toujours eu l'impression que tout le monde savait." (p. 175).

— "Quand elle avait 11 ans, la mère de Marie l'emmenait dans les bateaux amarrés dans un port voisin. On lui assignait alors une cabine où des hommes, jusqu'à 9 ou 10, avaient des rapports sexuels avec elle. En paiement, on lui donnait de l'alcool qu'elle remettait à son père. Un jour, un marin lui donna une poupée après avoir eu des rapports sexuels avec elle." (p. 1084).

Il est rarement question de "ces choses" dans nos conversations quotidiennes. Seuls les tragédies ou les scandales genre "Mélanie" ou "Grégoire" réussissent à percer le mur du silence. Les mots nous manquent, quand ce n'est pas la connaissance même de cette violence. Mais en déposant son volumineux rapport en août dernier, le Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes s'est joint à tous ceux et celles qui cherchent à lever le tabou. Créé en 1981 par les ministres fédéraux de la Justice et de la Santé, et présidé par Robin F. Badgley, ce comité multidisciplinaire était chargé d'examiner "l'incidence et la prévalence au Canada des infractions sexuelles contre les enfants et les jeunes et de faire des recommandations en vue d'améliorer les lois protégeant les jeunes contre l'abus et l'exploitation sexuels" (p. 3).

Il s'agit d'abord d'une vaste entreprise de débroussaillage. Les données brutes provenant de sources diverses, chacune recueillant et classifiant les informations à sa façon, il est difficile d'établir des rapprochements et de dégager des conclusions très nettes. À cet égard, seul un sondage Gallup, qui a permis de compiler les renseignements d'un échantillon statistiquement représentatif, échappe un peu à ce chaos. Mais l'absence de points de comparaison crée une difficulté majeure dans l'interprétation de ces résultats. Néanmoins, le Comité a retenu ce sondage comme une base permettant d'estimer la fréquence des infractions d'ordre sexuel au Canada. Ce signal d'alarme mérite d'être pris au sérieux.

— "Environ une femme sur deux et un homme sur trois ont été victimes d'infractions d'ordre sexuel.

— Les enfants et les jeunes constituent la majorité des victimes. Quatre victimes sur cinq environ avaient moins de 21 ans lorsqu'elles ont subi un incident de ce genre pour la première fois" (p. 208).

— D'une étude à l'autre, la proportion de victimes de sexe féminin est toujours plus importante que celle de sexe masculin (entre 3/5 et 9/10; p. 213). Par contre, les agresseurs sont presque toujours de sexe masculin (98,8%; p. 233).

Ce ne sont là, on s'en doutera, qu'une infime partie des observations sur lesquelles le Comité a appuyé ses recommandations, dont voici les principales: **mise sur pied d'un Bureau du Commissaire** qui veillerait à ce que ce rapport ait des suites et qui établirait un système de concertation entre les différents intervenants; **introduction d'un nombre important d'amendements au Code criminel** qui, dans l'ensemble, resserrent les contrôles déjà en vigueur, tant au niveau des définitions des infractions que dans le traitement de la prostitution juvénile et de la pornographie; enfin, **attention particulière à l'éducation préventive et à la recherche**.

Certains intervenants ont déjà fait connaître leurs premières réactions. Essentiellement, on reproche au rapport Badgley de faire des recommandations très vigoureuses (en particulier, celles qui concernent des retouches au Code criminel) sans avoir en main les données suffisantes, compte tenu de l'éparpillement des ressources disponibles. La création d'un Bureau du Commissaire relevant directement du Bureau du Premier ministre ne fait pas non plus l'unanimité: on lui préférerait un ombudsman, par définition plus libre de ses mouvements.

Des spécialistes reprendront sans doute une à une les questions soulevées dans ce rapport. Mais ils ne sont pas les seuls concernés. À parcourir les dramatiques témoignages qui éclairent les études statistiques, on ne peut rester insensible à la *paralysie* des enfants et des jeunes victimes de violence sexuelle.

Ils ne savent pas. Ni ce qui se passe, ni pourquoi ils souffrent, ni comment se défendre, ni à qui oser en parler. Ils ont honte, ils ont peur, ils ont mal. Un minimum vital d'éducation à la sexualité et à ses déviations, combiné à un réseau de diffusion des ressources disponibles pour venir en aide à ces victimes, ne serait donc pas un luxe:

"Si j'avais su que d'autres étaient dans la même situation, j'aurais peut-être réussi à en parler, de préférence à un adulte capable de m'aider, un enseignant ou un conseiller scolaire, par exemple. J'ai vu une annonce aux États-Unis qui disait aux enfants que si quelqu'un les touchait, ils devaient en parler à un adulte, n'importe lequel, jusqu'à ce qu'on les croie et que les agressions cessent" (p. 170).

1. *Infractions sexuelles à l'égard des enfants*, Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1984, 2 tomes, 1422 pages.

Un congrès sur la reconversion industrielle:

# LA PAIX, L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI

La population canadienne et celle du Québec se trouvent partagées entre deux sentiments contradictoires quand on aborde le problème de la course aux armements et l'escalade des budgets militaires. La logique de la dissuasion mène à l'absurde: pourquoi construire des armes qu'il serait criminel, et même simplement suicidaire, d'utiliser vraiment? Pourquoi investir des milliards de dollars dans la recherche et la mise au point d'engins qui feront sauter la planète? À cet égard, les appels de Jean-Paul II et l'effort de mobilisation du mouvement pour le désarmement et la paix rejoignent des convictions très largement répandues.

Les obstacles au désarmement, cependant, sont de deux ordres. Politique et économique. Un plan efficace de réduction, puis de "gel" de la course aux armements suppose un long travail de négociation: des ententes et des mécanismes de contrôle sont indispensables pour que les parties en présence acceptent de préserver l'équilibre de leurs arsenaux.

Mais si l'on descend au niveau d'intérêts plus immédiats, la question devient encore plus compliquée. Le commerce des armes est lucratif et 80% du marché mondial des dépenses militaires concerne les armes dites conventionnelles. Au Canada et au Québec, cela se traduit en emplois, des emplois d'autant plus précieux que la récession de 1982 et le virage technologique ont fait grimper le taux de chômage à plus de 10% et que les économistes nous annoncent qu'il n'est pas près de diminuer.

Avons-nous les moyens de nos idéaux? Et, par ailleurs, la survie de l'humanité, la paix, sont-elles seulement des "idéaux"?

C'est dans ce contexte que se pose le défi de la reconversion industrielle. Comment faire le passage d'une économie de guerre à une économie de paix? Comment les usines d'armements peuvent-elles être amenées à produire des biens de consommation, des socs de charrue plutôt que des épées? La question se pose aux travailleurs, dont les emplois sont en jeu, aux entreprises, qui doivent rencontrer les coûts de la reconversion et découvrir des marchés rentables, à l'État, dont la volonté politique est indispensable au succès d'une telle réorientation industrielle.

Du 22 au 24 juin dernier, un important colloque sur la reconversion économique réunissait au Boston College des représentants du monde politique, des économistes, des syndicalistes et des porte-parole du mouvement pacifiste. Pierre Bonnet, agent de recherche à la Confédération des syndicats nationaux, fait état de ces délibérations, en réponse aux questions de *Relations*.

**Rel.** — Pour qu'une rencontre comme celle de Boston College puisse faire avancer une question aussi compliquée que celle de la reconversion de l'industrie militaire, il importe que les participants représentent les différents secteurs intéressés. De fait, qui se trouvait à Boston?

**Pierre Bonnet** — Parmi les 700 pré-inscriptions, on retrouvait des délégations de divers pays, principalement celles d'Allemagne fédérale, d'Italie, d'Australie, de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis, du Japon, du Canada-Québec. De plus, ces groupes étaient composés en majorité de syndicalistes, d'universitaires, de membres d'Églises, de militants du mouvement pacifiste et de quelques politiciens. Depuis la première conférence nord-américaine tenue à New York l'automne dernier, c'était en fait la première conférence internationale qui invitait des gens d'ailleurs que d'Amérique du Nord. Toutefois, de telles rencontres ont déjà eu lieu en Europe. Par ailleurs, se tenait à Washington du 19 au 25 septembre dernier une conférence qui a mis l'accent sur l'interrelation qu'il y a entre la paix, l'écologie, le travail et la justice sociale. Parmi les partici-

pants annoncés, il y avait M. Pierre Elliott Trudeau, le sénateur George McGovern et M. Cyrus Vance.

Lancée sous l'initiative du comité des affaires sociales de l'Église presbytérienne des États-Unis, la rencontre était aussi organisée par le comité de liaison des services gouvernementaux de l'ONU, par des syndicats et par des Églises participantes. Au nombre des politiciens, on retrouvait M. Nicholas Mavroules, représentant du Massachusetts au Sénat américain et Monsieur Weiss, son collègue, représentant de l'État de New York. Précisons qu'ils ont tous les deux soumis un projet de reconversion industrielle pour corriger l'augmentation abusive des budgets d'armement. Soulignons enfin la présence canadienne de Mgr Remi De Roo, évêque de Victoria C.-B., et d'une vingtaine de représentants syndicaux dont six du Québec. Dans son allocution, Mgr De Roo a dit que "la lutte pour l'emploi et la paix a permis quelques interrogations éthiques sérieuses à propos de la nature et de la structure de notre économie politique au Canada... elle a aussi servi comme catalyseur pour ouvrir un dialogue et pour entretenir des relations entre syndicats, organismes communautaires, regroupements d'Églises et autres associations populaires aux niveaux local, régional et

national". Tout cela revient à dire que la double question de la paix et de l'emploi est tellement vitale qu'il faut se serrer les coudes, réfléchir et agir ensemble.

**Rel.** — L'une des principales objections à la reconversion est d'ordre économique. Pour que les travailleurs acceptent de s'engager dans cette aventure, il importe d'affronter la question des emplois et celle de la rentabilité de la transformation des entreprises (ou inversement, celle du coût d'une économie de guerre).

**P.B.** — Dans ce genre de rencontre où il est question de stratégie syndicale en matière de reconversion industrielle, les objectifs recherchés sont avant tout la création de nouveaux emplois et la recherche de la paix. Pour ce faire, en début de rencontre, des analystes sont venus évaluer la situation économique actuelle.

Dans un premier temps, Seymour Melman, professeur de génie industriel à l'Université de Columbia, a dit notamment que les industries militaires sont non compétitives sur le marché civil qui est un marché de consommation. Car pour être rentable, une compagnie doit minimiser ses coûts de production et tenir compte du rapport coût/qualité du produit. Les industries militaires fonctionnent dans une économie où l'unique acheteur à gros prix est l'État. Les coûts faramineux de production sont disproportionnés par rapport à la qualité recherchée, ce qui lui fait dire qu'aucun pays ne peut s'offrir à la fois du pain et du beurre.

D'autre part, Barry Bluestone, professeur d'économie au Boston College, a montré les effets négatifs de la crise structurelle mondiale. Présentement, même si une compagnie réalise des bénéfices annuels, elle peut se permettre de fermer ses portes du fait que son taux de profit diminue. Ce taux de profit a chuté depuis la dernière décennie principalement à cause des coûts spectaculaires dans l'amélioration de l'équipement d'une industrie qui veut se maintenir en concurrence avec le Japon et l'Allemagne fédérale. Par conséquent, le danger est grand de voir une économie se restructurer dans le seul but de hausser le taux de profit sans se préoccuper de la finalité de cette économie: les besoins humains.

Enfin, Mary Calder, membre sénior du service de recherche en science politique de l'Université de Sussex, a mis en évidence le boom économique de l'après-guerre marqué par la culture technologique américaine basée sur l'industrie automobile et sur la fabrication d'armes. Cette culture technologique américaine exportée en Europe et dans de nombreux pays du tiers monde ne fonctionne plus; le progrès ne passe plus par là. Et pourtant, actuellement, les multinationales, propriétaires de cette culture technologique, pillent les richesses naturelles et exploitent la main-d'oeuvre des pays pauvres.

Tous trois affirment que "la santé économique des États-Unis est affectée dans sa production totale à cause de son économie de guerre"; en effet, 30% des ingénieurs américains sont embauchés par des compagnies qui fabriquent des objets militaires. Il y a, disent-ils, perte de cerveau dans le développement de la production civile, ce qui n'est pas sans affecter une expertise déjà déficiente. Et de plus, le matériel militaire hautement sophistiqué et exclusif, devenu tout aussi rapidement désuet, ne peut avoir de retombées sur le plan civil. Par exemple, les frégates présentement construites sont en fait des la-

boratoires flottants à la fine pointe de la technologie, qui n'ont que peu d'applications possibles dans le domaine des objets de consommation courants. Au Canada, le contrat des frégates est passé, de juin 1982 à août 1983, de 1,5 milliard à 3,8 milliards et n'est à peu près pas créateur d'emplois: seulement 700 à 800 emplois chez St-John Ship Building and Dry Dock au Nouveau-Brunswick pendant 5-6 ans, 400 chez Marine Industrie de Sorel, de même que chez Vickers, pendant 3-4 ans. Des milliards pour si peu d'emplois. C'est donc une technologie très coûteuse, à forte capacité de capital et à faible capacité de capital humain qui dirige l'économie mondiale présentement, et dont les effets négatifs proviennent justement des contrats à "cost plus", payés par l'argent des contribuables.

**Rel.** — Au niveau des expériences pratiques de reconversion, où en est-on présentement? Est-ce qu'on peut citer des cas concrets, des exemples stimulants, où des entreprises se sont recyclées dans une production non militaire?

**P.B.** — D'abord, si nous regardons du côté de l'Allemagne fédérale, nous retrouvons un exemple à Hambourg où l'on a transformé une entreprise militaire en une usine qui fabrique maintenant des systèmes de chauffage et un autre à Brême où ce sont des incinérateurs que l'on bâtit. Dans ces deux cas, ils ont fait appel à des spécialistes, qu'ils soient déjà ou non dans l'entreprise, pour expertiser; ensuite, ils ont essayé de développer dans l'ensemble de la population et parmi des syndiqués d'ailleurs en passant par les Églises et les organismes populaires des appuis importants. Puis, ils ont choisi comme premier client de leurs nouveaux produits l'État puisqu'il est habituellement le principal pourvoyeur des usines militaires. Enfin, ils ont mené des actions pour que des lois soient adoptées dans l'assainissement de l'environnement. De manière courante, une entreprise qui, sur l'avis de ses employés, change d'orientation a souvent l'imagination, la capacité d'inventer des biens socialement utiles. Ce sont des comités de travailleurs qui relèvent ensemble le défi et qui en arrivent, entre autres, à fabriquer des containers pour le transport intermodal (train-avion-bateau-camion).

Du point de vue des Britanniques, comme Phil Asquith, ingénieur membre du comité des travailleurs de Lucas Aerospace (voir *Relations*, juill.-août 1984) et membre d'un comité municipal à Sheffield en Angleterre, qui travaille à transformer sur ce territoire précis les produits militaires en biens de consommation civils, il faut mettre en concertation patronat, syndicat et paliers gouvernementaux. De cette façon les travailleurs tirent parti de certaines institutions politiques et voient à la bonne utilisation de leurs impôts.

Enfin, un dernier exemple très modeste mais révélateur nous vient des États-Unis; la compagnie "Command", qui fabriquait des hélicoptères militaires, a dû fermer ses portes suite à de mauvaises affaires. Mais les travailleurs, utilisant leurs connaissances dans la "vibration" d'hélicoptères se sont portés acquéreurs de deux autres usines et se sont mis à fabriquer des guitares électriques.

**Rel.** — Quelles sont les retombées intéressantes d'une conférence semblable pour nous du Québec?

**P.B.** — Ceci nous sensibilise d'abord au danger d'un holocauste chez nous et pas uniquement en Europe ou ailleurs. Parallèlement, une rencontre comme celle-là donne l'occasion d'exercer un rapprochement entre les syndicats de divers pays et d'apprendre des uns et des autres ce qui peut se faire. Quand on sait que la moitié des usines militaires canadiennes opèrent au Québec, qu'elles sont génératrices de chômage et qu'en plus la politique canadienne en matière de défense militaire telle que définie par le Pentagone fait du Canada un bouclier mal foutu entre l'URSS et les États-Unis, nous ne sommes pas à l'abri d'un éventuel conflit, alors qu'on pense souvent à tort ou à raison qu'il va plutôt se dérouler en Europe, par exemple. Ainsi, dans tout le bagage de promesses de Brian Mulroney, une seule est en mesure d'être tenue, celle d'augmenter le budget militaire de la défense qui se chiffre actuellement à 9,5 milliards \$.

Dans tout cela, il s'agit avant tout de tenir compte des différents aspects qui touchent les travailleurs d'industries militaires, comme leur droit à professer un métier, leur droit de vivre et de faire vivre leur famille, etc. C'est surtout ceux du secteur de la métallurgie qui sont les plus touchés, comme chez Bombardier qui produit des

jeep militaires et chez Marine Industrie, en grève présentement, qui construit des navires de guerre.

**Rel.** — En vue d'une réflexion sérieuse et d'une action efficace, quelles sont les tâches des syndicats québécois compte tenu des expériences étrangères?

**P.B.** — D'une part, ce mois-ci, les trois centrales syndicales (CSN-FTQ-CEQ) seront impliquées activement dans la journée sur le désarmement. L'an dernier, la CSN, la FNEQ et la FEQ avaient contribué conjointement avec des communautés chrétiennes de base à financer la brochure *Des emplois pour la paix*. Cette année la CSN et la CEQ ont défrayé le coût de réédition de cette publication.

D'autre part, il faudra davantage regarder les possibilités concrètes de transformation d'usines militaires avec les divers syndicats impliqués car si nous avons à cœur cette question son progrès ne peut être laissé dans les seules mains de l'État et du patronat. Pour que des pressions politiques s'exercent, les syndicats sont appelés à composer avec le mouvement pour la paix et d'autres organismes soucieux d'un rééquilibre dans l'emploi et dans la destinée de la planète. Il ne faudrait pas s'étonner si dans un proche avenir la CSN mettait à l'ordre du jour d'un congrès la question de la reconversion industrielle.



## POUR SORTIR DE L'IMPASSE

par **Albert Beaudry**

Tout le monde est pour la paix. À commencer par le gouvernement canadien. Le 25 septembre, par exemple, tandis que le premier ministre Mulroney, à Washington, assurait le Président des États-Unis que le Canada serait dorénavant un bon partenaire commercial et un allié loyal, à New York, son ministre des Affaires extérieures réaffirmait devant l'Assemblée générale des Nations unies l'engagement du Canada au service de la détente et de la paix, et sa vocation d'arbitre international...

Mais devant la complexité des négociations politiques entre les deux blocs, devant l'ampleur des intérêts

économiques en jeu, devant la gravité du déséquilibre Nord-Sud que masquent les tensions entre l'Est et l'Ouest, la bonne volonté ne suffit pas. Même si nous avons la conviction que l'humanité ne peut continuer bien longtemps de danser sur le volcan.

En situation d'urgence, si la bonne volonté risque de ne pas faire le poids, il ne reste que l'héroïsme. C'est, en pratique, le message que Jean-Paul II a livré au peuple canadien, d'un bout à l'autre de son voyage ici. Il est trop tôt, sans doute, pour dresser le bilan détaillé de l'événement qu'a été sa visite mais, à pre-

mière vue, on ne peut s'empêcher de remarquer l'importance qu'il a donnée dans sa prédication à "une nouvelle vision de l'humanité" et à "une nouvelle vision de la paix".

**Heureux ceux qui ont faim et soif de justice... Heureux les artisans de paix...**

Jeudi, 20 septembre. C'est le dernier jour du voyage de Jean-Paul II au Canada. La messe, particulièrement solennelle puisqu'elle est concélébrée avec les membres de la conférence épiscopale, se déroule aux

Plaines Le Breton, en plein cœur d'Ottawa. Quelques millions de téléspectateurs, encore sous le choc de ce qu'il faut bien appeler nos "douze jours de retraite" avec le pape Jean-Paul, l'ont écouté proclamer en huit langues (d'abord en Cree et en Inuit) les Béatitudes de l'Évangile.

Le pape lui-même souligne l'importance particulière de son homélie. "Je suis au milieu de vous comme un pèlerin de paix, déclare-t-il, et je désire, en cette dernière homélie, prolonger tout ce que j'ai dit dans le cadre de ma mission pastorale en terre canadienne." En partant de l'évangile des Béatitudes, il propose "une synthèse finale".

Cette synthèse présente le Christ comme le Prince de la Paix et elle met en évidence, pour les souligner et les éclairer l'une par l'autre, la béatitude du combat pour la justice et celle de la construction de la paix. Jean-Paul II reprend dans ce contexte une argumentation bien à lui, et qu'il avait développée longuement dans le premier grand texte de son pontificat, l'encyclique *Redemptor hominis*: nous sommes menacés de mort si nous ne parvenons pas, collectivement, à retrouver notre sens.

L'homme vit de sagesse, de culture, de moralité. La violence contredit complètement une telle vie... elle menace de destruction ce dont vit l'humanité... elle menace de mort tout ce qui est humain. Au milieu de la famille humaine menacée, le Christ se tient sans cesse comme Prince de la Paix, comme Défenseur de ce qui est humain.

Et si l'on prend le temps de se rappeler les grands moments du voyage du pape, on retrouvera cette même vision du Christ, clé de l'énigme que représente notre humanité, et cette même préoccupation fondamentale pour la justice et la paix, qui constituent les conditions de la survie de l'espèce. Jamais il ne parle de réconciliation sans avoir rappelé les exigences de la justice, qu'il s'agisse des droits des Amérindiens, du statut économique des pêcheurs de l'Atlantique, de la vitalité acadienne ou des rapports multi-ethniques dans les provinces de l'Ouest: la paix est le fruit de la justice.

## CHRÉTIENS DEVANT LA GUERRE ET LA PAIX

"À la jonction, toujours difficile et confidentielle, du politique et du spirituel, la question de la paix est de celles qui peuvent susciter chez les disciples du Christ les dynamismes les plus créateurs comme les confusions les plus stérilisantes. À défaut de pouvoir réveiller des dynamismes, ce livre voudrait au moins aider à éviter les confusions" (p.6). Ces propos de Christian Mellon décrivent bien l'orientation du livre. Dans une question complexe comme celle de la paix, la bonne volonté ou le recours incantatoire à la Parole de Dieu ne suffisent guère. Il faut aussi une lente connaissance des faits et un patient effort de discernement.

L'Auteur s'y emploie en fournissant au lecteur une série de données précises sur les forces en présence. Il décrit ensuite les stratégies américaines, soviétiques et françaises. Tout un ensemble de termes techniques trouve alors une explication claire. (Ils sont, d'ailleurs, judicieusement réunis dans un petit glossaire, à la fin du livre). Le problème de la défense est ensuite abordé, de même que les voies du désarmement qui sont actuellement disponibles. On sait que cette question de la défense revient rapidement chez ceux qui s'objectent au désarmement. "Que faites-vous de la défense de notre pays?", disent-ils aux pacifistes de tout acabit. Sur ce point, Mellon propose trois dimensions importantes: la première est *la perception des menaces*. Il s'agit de ce qu'un groupe humain estime, à tort ou à raison, être un danger pour son existence, son identité et la poursuite de ses objectifs. "Des choix, des valeurs, des analyses politiques interviennent nécessairement dans la définition même des menaces et de leur importance" (p.59). Le deuxième est *l'esprit de défense*. L'Auteur entend par là "la conscience qu'ont les membres du groupe d'avoir quelque chose à défendre et du désir qu'ils manifestent d'être prêts à 'payer' de leur personne ou de leurs biens pour cela" (p.60). Enfin, la troisième touche les *ressources disponibles*. Car toute mesure de défense a un prix. Ce qu'une nation met au chapitre de sa défense, elle l'enlève à d'autres secteurs de sa vie collective et de la solidarité internationale.

Dans la seconde moitié de son livre, l'Auteur retrace ensuite "Deux mille ans de réflexion chrétienne". La notion de "guerre juste" y est examinée, de même que celles du droit à la guerre et du droit *dans* la guerre. On découvre que toute une réflexion a déjà été faite qu'il serait très utile de connaître pour l'appliquer, s'il y a lieu, à notre situation. De fait, la réflexion la plus récente sur la guerre nucléaire permet de découvrir une sorte de *position commune contre le droit à la guerre nucléaire offensive*. Tous les évêques s'entendent pour dénoncer comme immorale la décision de déclencher une guerre nucléaire. Pour ce qui a trait à la *possession* des armes nucléaires, on trouve, cependant, une certaine tolérance si une telle possession peut permettre la *dissuasion* et *uniquement* pour la dissuasion. Cette possession doit constituer une étape sur la voie du désarmement et ne pas fournir de prétexte à la course à une supériorité. "Le délai qu'elle offre doit être mis à profit pour trouver d'autres méthodes de règlement des conflits" (p.142). Troisième acquis: la course aux armements doit être condamnée comme "un danger, une injustice, un vol, une erreur, une faute et une folie" (p.142). Enfin, quatrième point commun: "l'effort essentiel doit porter sur la construction de la paix: justice internationale, respect des droits de l'homme, construction d'une communauté mondiale, dotée d'une véritable autorité sur les États" (p.142).

Ces acquis de la réflexion de l'Église catholique peuvent stimuler, il va sans dire, nos propres efforts au Québec, alors que nous commençons à peine à réfléchir sur les questions de notre défense ou sur celles de notre complicité dans le commerce des armes.

**Guy Paiement**

Christian Mellon, *Chrétiens devant la guerre et la paix*, Paris, Le Centurion, coll. "Église et Société", 1984, 215 p.

Et constamment, il signale le danger qui menace notre civilisation. Au Centre François-Charon de Québec, il provoque les applaudissements en rappelant ce qu'il avait déjà écrit le 1<sup>er</sup> janvier 1981, au début de l'Année internationale des handicapés:

Si seulement une minime partie du budget réservé à la course aux armements était consacrée à cet objectif (le traitement, la réhabilitation et la réinsertion sociale des personnes handicapées), on pourrait obtenir d'importants succès et soulager le sort de nombreuses personnes souffrantes.

De même à Montréal, au parc Jarry, pour décrire comment notre époque vit le mystère de Dieu, il rappelle que nous sommes devenus, nous qui formons l'humanité, une énigme pour nous-mêmes. Notre époque vit une angoisse sans précédent dans l'histoire: celle de la menace de destruction nucléaire, celle du gâchis écologique, celle du gaspillage énervant de la société de consommation; or ces dangers, nous nous les sommes fabriqués nous-mêmes. En faisant fi de Dieu (et des appels du prochain), nous aboutissons à une impasse.

À Toronto, à quelques centaines de mètres des usines Lytton où on fabrique les systèmes de téléguidage des missiles "Cruise", Jean-Paul II aborde les défis de ce qu'on appelle ici le virage technologique. "Aujourd'hui je vous demande à tous de considérer la technologie dans le contexte du message de la Croix et de faire ce qui dépend de vous pour que le pouvoir de la technologie serve la cause de la vie, la cause de la paix."

## Justice et Paix

Mais c'est finalement à Edmonton puis à Ottawa que "le pèlerin de la paix" achève de déployer son message. À Edmonton, on vient de proclamer l'évangile du jugement dernier (Mt 25). "Ce passage, souligne Jean-Paul II, touche à certaines des questions les plus fondamentales de notre

## PAIX ET JUSTICE

"En ce qui nous concerne, nous les nations du tiers monde, l'absence de guerre ne signifie pas encore la paix. Et vous, vous qui travaillez comme missionnaires dans les pays du Sud, vous qui militez dans un organisme de solidarité ou dans un mouvement d'aide au développement, vous savez le gâchis économique, l'aliénation politique et culturelle, le mépris des droits humains, la misère des bidonvilles... qui nous empêchent de parler de la paix tant que nous n'aurons pas entrevu la justice au plan international."

Paix et Justice, tel était justement le thème du dernier congrès de l'Entraide missionnaire, tenu à Montréal, à la fin du mois d'août. Oui, d'insister Renaud Bernardin dès l'ouverture du congrès, il nous faut développer une pédagogie de la paix. Et qui peut être meilleurs pédagogues que vous? Vous êtes informés, crédibles, et vous avez une audience. Il y a dans cette salle plus de connaissances et de compétence en matière de relations Nord-Sud que dans les officines politiques et dans les discours électoraux que nous entendons ces jours-ci.

Une pédagogie de la paix, sans doute, avait expliqué Dorothy Goldin Rosenberg, mais pas sans changement de mentalité, pas sans conversion. S'inspirant largement du mouvement féministe américain, Madame Rosenberg s'est attachée à mettre en lumière les structures de violence et d'intimidation de la société traditionnelle patriarcale.

Il ne lui a pas été difficile, par exemple, d'établir un lien entre l'idéal du "guerrier", qu'il s'agisse du "marine à l'entraînement" ou du héros de série policière à la télévision, et des phénomènes de violence comme le viol, l'attentat ou l'équilibre de la terreur par la course aux armements.

"Les analyses féministes des structures sociales ont identifié ce qu'il y a de commun à tous ces systèmes basés sur la menace: tous s'appuient sur la conception implicite selon laquelle il y a des gens qui comptent beaucoup moins que d'autres et que toutes les personnes n'ont d'intérêt qu'aussi longtemps qu'elles sont utiles pour supporter le système ou pour le justifier".

Ces propos devaient être confirmés par le témoignage de militants pacifistes qui ont raconté et décrit le traitement réservé aux manifestants non violents devant l'usine Lytton de Toronto, et par une intervention de l'évêque de Hartford (Connecticut), Mgr Peter A. Rosazza, qui est venu exposer le sens de la déclaration récente des évêques catholiques des États-Unis sur le désarmement et la paix, et expliquer comment ce texte important a été élaboré.

A.B.

foi et de notre morale sociale. Aucun autre passage de l'Évangile ne traite de leur relation de manière aussi convaincante." Or le concile Vatican II "nous avertit de ne pas nous en tenir à une interprétation 'individualiste' de la morale chrétienne". La suite de l'homélie a fait les manchettes des journaux du lendemain:

Selon les paroles du Christ, c'est le Sud pauvre qui va juger le Nord riche.

Car "le Sud devient de plus en plus pauvre et le Nord de plus en plus riche. Riche également en ressources militaires avec lesquelles les superpuissances et les blocs peuvent se menacer mutuellement. Et ils se menacent — c'est l'argument qu'on entend — afin de ne pas se détruire l'un l'autre". Mais, ajoute le pape, ce conflit Est-Ouest ne doit plus masquer la

profonde injustice qui divise les pays riches et les pays pauvres: cette injustice est un obstacle primordial à la paix. L'équilibre de la terreur, la stratégie de la dissuasion, qui amène les grandes puissances à multiplier et à perfectionner les moyens de destruction, conduit à un cul-de-sac. La route de la paix passe par le développement, comme l'avait enseigné Paul VI dans l'encyclique *Populorum progressio*:

Le combat contre la misère, urgent et nécessaire, est insuffisant. Il s'agit de construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot et où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche.

## Une nouvelle vision de l'humanité

C'est sur la base de cet enseignement, en continuité avec cette vision de l'histoire du salut de notre civilisation, que Jean-Paul II propose au corps diplomatique et aux élites dirigeantes du Canada, réunis à la résidence du Gouverneur général, le 19 septembre, "une nouvelle vision de l'humanité", "une nouvelle vision de paix et de justice".

Quelle est donc cette nouvelle vision de l'humanité? Essentiellement, une vision de la personne humaine prise dans sa globalité, et non plus réduite à sa dimension économique ou technologique: "une conception qui n'envisage pas seulement les problèmes de société en fonction des équations économiques, techniques ou politiques, mais en fonction des personnes vivantes, des êtres humains créés à l'image et à la ressemblance de Dieu et appelés à un destin éternel... une conception qui inspire l'action et surmonte l'auto-satisfaction, l'insensibilité et l'égoïsme".

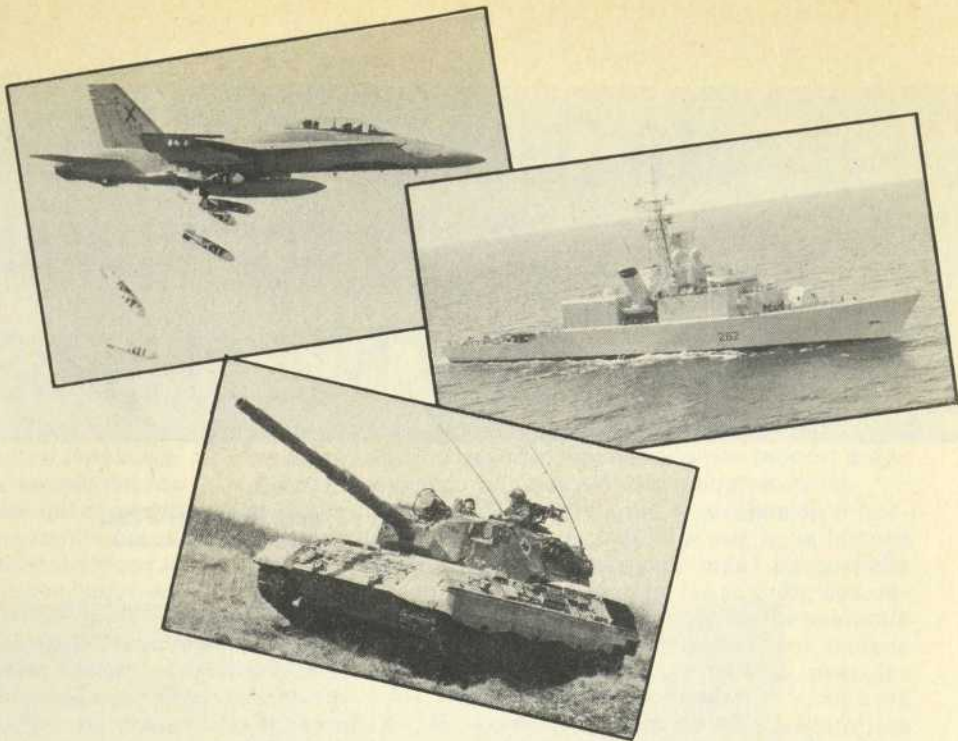
Nouvelle conception de la paix? Oui, car la logique de l'affrontement est suicidaire. "Dans la nouvelle vision de la paix, il n'y a pas de place pour l'égoïsme et l'hostilité." Cela suppose un changement de mentalité, une conversion.

Il importe de dire et de redire que l'origine de la guerre se situe dans le cœur et l'esprit des femmes et des hommes de notre temps, il importe de souligner sans relâche que la vraie paix existera seulement lorsque tous les êtres humains seront, de cœur et d'esprit, gagnés à la justice et à l'amour.

## Une issue politique

Mais pourquoi le pape a-t-il attendu la soirée de Rideau Hall pour développer cette nouvelle vision de la paix? Probablement parce que, par-delà la conversion des mentalités, les premières étapes d'une stratégie de la paix sont d'ordre politique.

Au niveau des causes profondes, on l'a vu, il n'y aura pas de paix solide sans l'établissement d'un nouvel ordre mondial, sans un partage des res-



sources et des richesses entre pays riches et pauvres, sans un développement qui respecte les possibilités et l'histoire des peuples du Sud, sans un dépassement de l'affrontement Est-Ouest en faveur d'une collaboration Nord-Sud.

Quand Jean-Paul II énumère les obstacles, les "problèmes non résolus" qui bloquent la paix, il évoque successivement

- "l'absence d'accords pour ralentir et par la suite arrêter la course aux armements";
- "l'investissement des capacités scientifiques et des ressources dans les armes de destruction massives";
- "les guerres limitées qui continuent à tuer des hommes et des enfants ailleurs que dans son propre pays..."

L'ordre est important. Il n'est pas question, dans un discours qui est destiné à une délégation internationale, de prôner le désarmement unilatéral, ce qui reviendrait à livrer certains pays, voire un bloc, à la merci d'une superpuissance qui refuserait de désarmer. Il est question de négociations et d'accords en vue de ralentir, d'abord, puis de stopper complètement, par la suite, l'accumulation des armes.

À cela s'ajoute pour Jean-Paul II une autre condition fondamentale: le respect des libertés fondamentales, et en particulier — "ce que j'estime être le fondement ultime de toute la question des droits de l'être humain", souligne le pape — le droit à la liberté

religieuse. La logique de la paix est celle du respect de la personne. C'est une autre façon de proclamer que la justice et la paix sont indissociables.

## Avons-nous le choix?

Le problème de la paix dans une société plus internationale et plus technologique n'est pas simple. Au Canada et au Québec, il se pose au niveau des industries de guerre: on comprend que la reconversion des industries suppose une volonté politique ferme de la part des gouvernements autant que de la disponibilité des employeurs et des travailleurs aux exigences d'une transformation de leur production. Ce défi deviendra possible si l'on s'attaque aux autres composantes de la menace nucléaire: les négociations entre les deux blocs, la réduction des budgets militaires, l'établissement d'un nouvel ordre international en faveur des pays du Sud.

"Je vous ai présenté une vision élevée de l'humanité", devait avouer Jean-Paul II en terminant son discours à Rideau Hall. Une vision héroïque, serait-on tenté d'ajouter. Nous ne choisissons l'héroïsme, tous tant que nous sommes, que lorsque nous y sommes acculés. Mais voilà, nous répète le pape, en cette fin de millénaire, nous n'avons pas d'autre choix.

# LA LIBÉRATION DES OPPRIMÉS: EXIGENCE HUMAINE, EXIGENCE CHRÉTIENNE

par Marcel Viau

**Annoncer l'Évangile aux pauvres, oui, mais comment? Comment faire de la pastorale en milieu populaire? La formation universitaire des agents de pastorale devient-elle pour eux un handicap "parmi le monde"? À partir de son expérience avec l'équipe de la Maison d'Aurore, dans le quartier montréalais du Plateau Mont-Royal, Marcel Viau propose un instrument d'intervention socio-pastorale; il est aujourd'hui professeur à la faculté de théologie de l'université Laval.**

De nos jours, on entend beaucoup parler dans nos communautés chrétiennes de l'attention aux plus démunis, surtout depuis que Vatican II et les théologiens de la libération ont conscientisé davantage les chrétiens. On en parle effectivement beaucoup, mais on est moins capable d'appliquer le principe dans le concret. Il existe sans doute des méthodes simples, comme la révision de vie, ou plus complexes, comme l'analyse sociale; mais ces méthodes laissent les agents de pastorale sur leur appétit. On voudrait quelque chose de plus rigoureux, de plus complet et surtout de plus efficace.

En travaillant comme agent de pastorale dans un organisme en milieu populaire, la Maison d'Aurore<sup>1</sup>, j'ai été rapidement sensibilisé à cette question. Je faisais partie d'une équipe de travail qui se situait précisément dans cette ligne évangélique d'une option préférentielle pour les plus démunis. Nous avons alors appris à parler d'eux comme des *opprimés*, car nous avons rapidement compris que leur situation était surtout due à des pressions qui leur étaient extérieures. Mais que signifient «opprimés» et «pressions extérieures»?

## Qu'est-ce que l'oppression? et la libération?

Lorsqu'on travaille pendant des années dans un milieu populaire, on ne peut éviter de prendre conscience des inégalités sociales profondes qui y règnent. Elles se manifestent surtout au niveau de la qualité de la vie, du revenu, des conditions de logement, de santé, de loisir, etc.

Au début, on se demande pourquoi la situation est telle. Est-ce parce que les gens sont stupides ou manquent de débrouillardise pour s'en sortir? Cela peut expliquer un cas ou l'autre. Est-ce parce qu'ils n'ont pas eu de chance, si bien qu'il faille les aider à s'en sortir? Il peut arriver, bien sûr, qu'il y ait quelques malchanceux; mais tout un quartier de malchanceux, c'est trop. Alors, que se passe-t-il?

Une des hypothèses les plus plausibles est sans doute celle-ci: puisqu'en général il y a rareté de biens, pour qu'il y ait des pays riches il faut que quelqu'un paie la note quelque part. Ce sont les pays du tiers monde qui, par leur travail et leurs produits sous-payés, rendent possibles nos surplus. La même hypothèse peut tenter d'expliquer le même phénomène à l'intérieur d'un pays, même riche comme le Canada. Aussi longtemps qu'il y a rareté, pour qu'il y ait des groupes mieux nantis, il faut qu'il y ait des groupes de démunis. Et parce que ces groupes de mieux nantis tiennent à garder leur privilège, ils créent peu à peu un *système* qui les favorise et qui leur permet de demeurer le plus longtemps possible dans leur situation. Ils se servent alors des moyens qu'ils ont à leur disposition et qu'ils contrôlent, l'industrie, le gouvernement, la loi, les communications, et même l'école et l'Église, pour maintenir les groupes démunis dans la situation d'infériorité où ils sont. C'est ce qu'on appelle l'oppression: l'inégalité sociale devient alors injustice sociale.

1. Sur la Maison d'Aurore, voir:

— Benoit, A., Laffleur, J., Viau, M., «Pour les distants en milieux populaires: la Maison d'Aurore», dans *Nouveau Dialogue* no 26 (sept. 1978).

— Viau, M., «L'histoire des disciples d'Emmaüs, prototype d'une démarche pédagogique d'évangélisation pour les milieux populaires», dans *Nouveau Dialogue* no 40 (mai 1981) et no 41 (sept. 1981).

Comme êtres humains, il nous est déjà difficile de demeurer indifférents à cette situation d'oppression et aux injustices qu'elle crée. Toute personne moralement éveillée souhaitera voir le jour où ces opprimés pourront se libérer. Et comme cette libération ne viendra vraisemblablement pas de l'action isolée de quelques individus, mais plutôt des groupes opprimés tout entiers, on ressent alors l'obligation d'aider ces groupes à s'organiser pour combattre l'oppression et se libérer.

Comme chrétiens, nous ressentons davantage et plus en profondeur cette urgence de la libération. Nous savons que Jésus Christ est venu nous libérer du péché. Mais ce péché n'est pas seulement personnel ni seulement relié à des fautes morales personnelles. Il est également collectif: les sociétés et non pas seulement les personnes sont atteintes. Ainsi, une société qui considère comme normal que des groupes mieux nantis oppriment des groupes démunis est une société atteinte par le péché collectif. Par conséquent, la libération, pour les chrétiens, n'est pas seulement une exigence humaine, mais aussi une exigence divine. Jésus n'est-il pas venu «relever les humbles» et «combler de biens les affamés».

Mais que peut-on faire, comme agent de pastorale, devant les situations d'oppression? La réponse n'est pas venue facilement à l'équipe de la Maison d'Aurore. Le travail que nous avons accompli nous a obligés à nous poser des questions sur notre fonctionnement, sur nos visées ainsi que sur le type d'agents de pastorale que nous étions. Nous avons aussi constaté que notre engagement auprès des opprimés était porté par des intuitions profondes. C'est pour répondre à ces questions et pour approfondir ces intuitions que j'ai entrepris un long travail de réflexion. Il devait aboutir finalement à la création d'un instrument apte à aider les agents de pastorale et, à travers eux, les opprimés, dans leur combat pour la justice et pour leur libération. Cet instrument se nomme Intervention Socio-Pastorale<sup>2</sup> (voir l'encadré).

Quelles sont ces questions et ces intuitions que je viens d'évoquer? On peut les diviser en deux: théologiques et méthodologiques.

---

### Questions et intuitions théologiques

---

Une première question que nous nous sommes posée fut celle-ci: fait-on de la pastorale en milieu populaire de la même façon que dans d'autres milieux? Nous avons constaté en effet que le discours théologique dont nous nous servions pour exprimer notre foi n'éveillait guère d'échos dans ce milieu. L'intuition que nous avons eue

---

2. Sur l'Intervention Socio-Pastorale, voir:

— Viau, M., *L'Intervention Socio-Pastorale: un instrument de recherche-action pour le milieu populaire*, Thèse de doctorat en Théologie-études pastorales, Université de Montréal, Montréal, juin 1983 (manuscrit).

— Viau, M., «L'Intervention Socio-Pastorale: préalables et axes de recherche», dans *Sciences Pastorales*, vol. 1, université St-Paul, Ottawa, 1982.

— Viau, M., «Méthode de l'Intervention Socio-Pastorale», dans *Sciences Pastorales*, vol. 2, université St-Paul, Ottawa, 1983.

alors fut que la pastorale en milieu populaire ne peut se faire exclusivement par un «dire», un discours, une parole; elle doit avant tout être un «faire», une action, un vivre-avec.

Une deuxième question a trait à la façon dont la foi en Jésus Christ devrait être présentée chez les opprimés. Faut-il privilégier une annonce explicite, une proclamation de la Bonne Nouvelle, ou plutôt une découverte du Christ au coeur des événements? Notre intuition fut que la pastorale en milieu populaire ne doit pas se faire «par en haut», mais «par en bas». Cela signifie que la foi en Jésus Christ ne doit pas seulement être *apportée* aux opprimés, mais surtout doit être *cherchée* avec eux. On évite ainsi une trop grande dépendance par rapport à des discours religieux qui pourraient être oppresseurs.

Une troisième question fait suite à la réflexion précédente: jusqu'à quel point la pastorale que nous faisons est-elle vraiment au service des opprimés? Ne sert-elle pas, sans qu'on s'en rende compte, les intérêts des oppresseurs? Notre intuition fut de concevoir la pastorale en milieu populaire comme devant s'harmoniser, dans la mesure où ils ne contredisent pas l'Évangile, avec les combats de libération que mènent sur le plan humain les opprimés. En d'autres mots, on ne doit pas séparer les activités religieuses des activités sociales. Les deux vont de pair lorsqu'ils cherchent, à deux niveaux de profondeur, la même libération.

Enfin, une dernière question concerne la conception de l'Église que doit avoir un agent de pastorale en milieu populaire. Quelle image de l'Église devrions-nous véhiculer auprès des opprimés? Celle d'une Église universelle, officielle, ou celle d'une Église populaire? Notre intuition fut qu'il faut repenser en milieu populaire les perspectives sur l'Église. L'expérience de la Maison d'Aurore nous a montré qu'une nouvelle forme d'Église était à se développer chez les opprimés, centrée sur la pratique des communautés de base et sur la réflexion théologique issue de cette pratique. Et que cette forme nouvelle est un enrichissement de la grande Église, une adaptation nouvelle et valable dans sa marche dans le temps.

Voilà pour ce qui est des questions et des intuitions théologiques qui ont servi de base à ma réflexion. Abordons maintenant une autre série de questions et d'intuitions, d'ordre méthodologique cette fois, issues de l'expérience de la Maison d'Aurore.

---

### Questions et intuitions méthodologiques

---

À la Maison d'Aurore, nous avons utilisé une méthode d'intervention qui exige l'implication de l'agent de pastorale. Cette méthode, la recherche-action, a soulevé certains problèmes, tous liés à l'ambivalence de notre situation concrète. En fait, comme agent de pastorale, nous avons constamment hésité entre le désir de participer pleinement à la vie quotidienne des opprimés et l'ambition de transformer cette vie quotidienne, de proposer des alternatives. Cette ambivalence pourrait s'exprimer autrement: *ou* vivre avec les opprimés mais subir avec eux l'oppression, *ou* résister à l'oppression au risque de se détacher des opprimés et d'agir à leur place. C'est

## QU'EST-CE QUE L'INTERVENTION SOCIO-PASTORALE ?

L'Intervention Socio-Pastorale est un instrument méthodique qui comprend trois phases: la phase exploratoire, la phase réflexive et la phase opérationnelle. Chaque phase comporte des *étapes*. L'objectif de l'ensemble est d'organiser la démarche d'un groupe appelé *collectif*. Cette méthode constitue une boucle de rétroaction sur le vécu d'un milieu populaire, où un collectif représentatif de ce milieu fait un effort de retour réflexif sur lui-même, à partir de son expérience d'assujettissement, pour aboutir, à la fin du processus, à mener une action émancipatoire dans ce même milieu.

1) La phase *exploratoire* sert à établir la problématique du début de l'intervention, telle que perçue par les personnes impliquées, c'est-à-dire par la population d'un milieu populaire, par un collectif représentatif de cette population, engagé dans le processus de l'ISP, et par un intervenant faisant fonction de catalyseur. La dimension exploratoire de cette phase est à la fois découverte d'un milieu nouveau par un intervenant et la redécouverte de leurs problèmes par les membres d'un collectif à l'aide d'une nouvelle perspective. Elle requiert quatre étapes: connaissance du milieu, insertion, négociation d'un contrat de solidarité, exploration.

2) La phase *réflexive* est ordonnée à la recherche de données objectives, à l'acquisition systématique de données vérifiables dans le milieu, à la prise de conscience de ce qu'est une réalité sociale dominée. La dimension réflexive est représentée dans cette phase par l'effort du collectif pour chercher du recul, pour se distancier de son expérience spontanée, à l'aide de techniques comme l'enquête scientisante ou l'auto-analyse. Trois étapes sont nécessaires ici: mise en situation comparative, recherche systématique, auto-analyse.

3) La phase *opérationnelle* détermine l'action à entreprendre dans le prolongement des deux précédentes. Elle incite à une redescende progressive vers l'expérience, au cours de laquelle on pourra s'expliquer les causes de la situation d'oppression en faisant des liens entre les résultats de l'analyse et des modèles sociaux et théologiques. C'est une phase de créativité, orientée vers la mise en marche de l'action, une action qui sera à la fois consciente, systématique, émancipatoire et croyante. Elle comporte trois étapes: diagnostic, diffusion de l'information, élaboration de l'action.

précisément de là qu'ont surgi les questions et les intuitions méthodologiques.

Une première question se pose ainsi: comment, en tant qu'agent de pastorale, être à la fois engagé dans un milieu populaire et suffisamment distancié pour faire oeuvre universelle, susceptible d'aider d'autres groupes d'opprimés? En effet, le rapport entre l'agent de pastorale et son terrain est un rapport difficile. Notre intuition fut de croire à la nécessité de respecter l'autonomie du groupe et de l'intervenant pastoral, tout en maintenant des ponts entre les deux. En clair, cela signifie que l'implication d'un agent de pastorale dans ce milieu ne doit pas lui faire perdre son identité, ni faire qu'il se présente comme le sauveur, comme celui qui va tout régler. Il m'est apparu que l'approche de recherche-action de type critique pouvait répondre à cette question.

Une deuxième question est celle-ci: comme agent de pastorale de formation universitaire, le fait de connaître la rationalité et le savoir scientifique peut-il servir la cause des opprimés? Notre intuition fut que toute action en milieu populaire est vouée à l'échec si elle ne s'insère pas solidairement dans la lutte de libération de ces milieux. Cependant, la prise de conscience et la distance critique, en un mot la rationalité, jouent un rôle primordial dans ces luttes. Les opprimés doivent devenir capables de maîtriser une méthode scientifique, pour la mettre au service de leur libération.

Une troisième question surgit de la précédente. On sait que la façon de réfléchir des opprimés fait souvent appel au «gros bon sens», au sens commun. N'y a-t-il pas danger qu'en introduisant chez eux la méthode scientifique, on détruise leur spontanéité et leur sagesse populaire? Notre intuition, cette fois, fut d'affirmer, d'une part, qu'il est nécessaire d'introduire une méthode systématique dans le travail en milieu populaire puisque trop d'actions dans ces milieux, quand elles sont menées à l'aide d'instruments imprécis, sont acculées la plupart du temps à des demi-succès. D'autre part, cette méthode, issue de la recherche-action critique, doit pouvoir intégrer et utiliser le savoir populaire et éviter ainsi la division entre une élite qui sait et une base qui ignore.

### Un instrument et ses postulats

Les questions et les intuitions que je viens d'exposer ont abouti, comme je le signalais dès le début, à la création de l'Intervention Socio-Pastorale. Cet instrument est basé sur les quelques postulats suivants, qui résument les observations faites plus haut.

a) Toute action en milieu populaire doit s'appuyer sur des pratiques faites sur le terrain même, terrain à la fois social et ecclésial, sans que pour autant soit négligée la réflexion critique issue de l'Évangile et de ces pratiques.

b) Il est essentiel de lier l'action pastorale à l'action sociale libératrice. En d'autres termes, l'annonce et la quête de Jésus Christ ne sont possibles en milieu populaire que dans le contexte de l'histoire des opprimés en lutte pour leur libération.

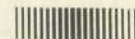
c) Il faut utiliser la rationalité scientifique dans l'intervention en milieu populaire. L'action pastorale doit utiliser de façon réaliste les outils disponibles dans le monde contemporain, et la méthode scientifique est l'un de ces outils.

d) Il est nécessaire de développer, pour le travail en milieu populaire, un instrument socio-pastoral scientifique qui soit capable de maintenir la tension entre la recherche et l'action ainsi qu'entre l'agent et le terrain. Ce sont là des conditions indispensables pour qu'une intervention s'insère dans la culture populaire sans la dominer et par ailleurs sans s'y assujettir.

Ma conviction profonde est que le travail pastoral en général doit être capable de rivaliser de rigueur avec

n'importe quel travail dans d'autres disciplines scientifiques. Sinon, nous en sommes réduits à nous parler entre nous, à l'intérieur de petites chapelles situées hors du monde réel. C'est encore plus vrai lorsque le travail s'effectue en milieu populaire: l'urgence des problèmes qu'on y rencontre invite à plus de rigueur encore dans l'observation, l'analyse et l'action.

En somme, il ne faut pas que les difficultés théoriques ou méthodologiques nous rebutent. Ce n'est pas la voie de la facilité qui nous permettra de dépasser les obstacles, mais bien plutôt le travail efficace à tous les niveaux. En milieu populaire, nous savons que personne ne nous fait de cadeaux et que tout se gagne à la sueur de notre front. C'est la leçon que chaque agent de pastorale devrait apprendre avant de s'engager dans ce milieu.



## LE CONFLIT ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT AU NICARAGUA

par Marie de Serres  
et Nicol Tremblay

**Le gouvernement américain a-t-il entrepris les discussions avec le Nicaragua (ainsi que les entretiens avec Gromiko) uniquement dans la perspective de la campagne électorale? La menace de l'intervention est-elle totalement écartée? De toutes les façons, la pression des *Contras* sur la frontière et l'aide américaine qui leur est apportée n'ont pas cessé.**

**Et la désinformation continue. La Maison blanche, qui a eu tôt fait de tirer gloire d'élections malgré tout discutables au Salvador, au Guatemala et en Haïti, condamne et dénonce à l'avance le scrutin qui doit se tenir au Nicaragua, le 4 novembre. Plus troublant encore: le conflit s'envenime entre le gouvernement sandiniste et les responsables de l'Église nicaraguayenne et ces tensions engendrent une véritable déstabilisation de l'intérieur, la plus dangereuse à l'heure actuelle.**

**Nous donnons la parole à des témoins, des gens de chez nous, qui ont approché cette situation sur la base d'une observation participante sérieuse et non prévenue. Le Dr Brownstone est un spécialiste des questions électorales. Marie de Serres et Nicol Tremblay travaillent depuis un an dans un projet SUCO à Managua. Et Louise Landriault, responsable de Développement et Paix pour la région de Montréal, a fait partie d'une délégation qui a visité le Nicaragua au cours de l'été.**

Nous ne remonterons pas cette longue histoire de la compromission de l'Église du Nicaragua avec la dictature de Somoza. Nous partirons de 1977, date à laquelle les évêques ont commencé à prendre leurs distances vis-à-vis du pouvoir en publiant une lettre pastorale qui dénonçait les

abus de la répression contre les étudiants, les ouvriers, les paysans, et surtout contre les religieux. Le 10 juin 1979, au moment où la grève illimitée était déclenchée et que le combat faisait rage à travers tout le pays, la Conférence épiscopale proclamait le droit du peuple à l'insurrection ar-

mée.

La victoire du 19 juillet 1979 instaure une situation tout à fait nouvelle à l'échelle mondiale: un groupe de révolutionnaires d'inspiration marxiste a réussi à soulever l'ensemble d'un peuple majoritairement catholique et à obtenir une timide mais claire "ap-

## OUTILS DE PAIX

Le projet OUTILS DE PAIX parrainé par la Coalition pour l'aide au Nicaragua (qui comprend des groupes religieux, des syndicats, des comités de solidarité et des coopératives) veut faire parvenir au peuple nicaraguayen des biens essentiels: matériel hospitalier, équipement de bureau, matériel scolaire, agricole, et pour la pêche, ainsi que des outils pour mécaniciens et menuisiers. Cette campagne, qui a commencé à Vancouver en 1981, a déjà acheminé près d'un million et demi de marchandises au Nicaragua pour l'agriculture, la pêche, l'école et la santé.

Cette aide extrêmement concrète est aussi une manière de signifier un appui au groupe de Contadora, un refus de l'intervention militaire américaine, une pression en faveur d'une politique canadienne plus claire.

**OUTILS DE PAIX:** des outils pour soigner, des outils pour construire, des outils pour faire de la musique, des outils pour construire des lendemains meilleurs.

Envoyez vos dons à SUCO, Coalition pour l'aide au Nicaragua, 3738, St-Dominique, Montréal, H2X 2X9.

probation" des autorités ecclésiastiques. Par ailleurs, tout ce qui va suivre montrera l'affrontement croissant entre le gouvernement sandiniste — qui est prêt à laisser toute leur place aux chrétiens, mais qui n'entend pas permettre aux ecclésiastiques de mener le train de l'opposition — et la Hiérarchie qui n'a pas abandonné sa peur du communisme ni ses alliances avec la bourgeoisie, l'argent, et... les Américains. On s'achemine donc d'un appui global à une distance de plus en plus grande et même jusqu'à une guerre ouverte.

### **Les tensions commencent (1980-1981)**

Quelques mois après la victoire des sandinistes, le 17 novembre, la Conférence épiscopale avait publié

une lettre pastorale exprimant son appui au processus révolutionnaire et au projet socialiste. Il y aura aussi un appui global de l'Église à la croisade d'alphabétisation organisée au début de 1980. L'unité nationale qui avait rendu possible la déroutée de Somoza s'était donc reflétée au niveau de l'Église.

Mais dès avril 1980, la bourgeoisie commence à prendre ses distances: Alfonso Robelo, représentant du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), quitte la junte de gouvernement. Peu de temps après, les évêques demandent aux prêtres impliqués dans le gouvernement d'abandonner leurs postes, faisant valoir que "les circonstances d'exception sont terminées".<sup>1</sup>

En octobre 1980, le Front sandiniste publie un "Communiqué sur la religion" dans lequel, pour la première fois, un mouvement révolutionnaire au pouvoir se prononce sur le phénomène religieux avec une analyse extrêmement nuancée qui se démarque des slogans habituels du genre "opium du peuple", etc. Les évêques ne semblent pas avoir été sensibles à la nouveauté de cette approche. Leur réponse condamne le "prosélytisme athéisant" et le "matérialisme de classe" de ce document. La division semble maintenant consommée et les accrochages vont se faire de plus en plus nombreux.

Mgr Obando, archevêque de Managua, fait des homélies à caractère de plus en plus antigouvernemental, ce qui amène le gouvernement à supprimer, en juin 1981, ses messes télévisées du dimanche. Il propose que cette messe soit célébrée à tour de rôle par chacun des évêques. Comme ceux-ci ne répondent pas à cette offre, il n'y aura plus de messe télévisée.

Mgr Obando, à Managua, et Mgr Vega, dans la région de Juigalpa, retirent de leurs paroisses certains prêtres "progressistes". Cela suscite

des protestations de la part des communautés chrétiennes concernées. Elles demandent le dialogue avec les évêques: ce qui leur est refusé. Dans une de ces paroisses, les fidèles occupent l'église. Lorsque l'évêque auxiliaire arrive pour en retirer le Saint-Sacrement, les fidèles essaient de l'en empêcher: ils seront excommuniés par Mgr Obando.

Les prêtres et les religieux qui sont en faveur du processus révolutionnaire sont l'objet de nombreuses tracasseries et mutations de la part des autorités religieuses. Ce qui fait dire à certains qu'il est vrai qu'il existe une persécution religieuse au Nicaragua, mais qu'elle est menée par l'Église contre certains de ses membres.

### **Les incidents d'août 1982**

Durant le mois d'août 1982, deux incidents majeurs viendront compliquer considérablement les relations déjà tendues entre l'Église et l'État.

Une lettre du pape Jean-Paul II est envoyée aux évêques nicaraguayens sur le thème de l'unité de l'Église. Le gouvernement, alarmé par le contenu de cette lettre (appui inconditionnel aux évêques et critiques à l'Église populaire), se sert de la censure imposée à cause de l'état d'urgence pour refuser de publier la lettre papale. L'impact négatif de cette mesure se fait sentir immédiatement, car la nouvelle se répand dans le monde entier que même la voix du pape est censurée par les sandinistes. Quelques jours plus tard, le gouvernement rectificera et la lettre sera publiée dans les trois journaux du pays. Un peu tard: le mal était fait.

Le 11 août, arrive l'"affaire Carballo". Ce prêtre, directeur de la Radio catholique, est très connu pour son opposition au régime. On présente

1. Ce problème des prêtres en poste dans le gouvernement sera tout le long un élément crucial des relations entre l'Église et l'État. Ils sont quatre: Ernesto Cardenal, trappiste, ministre de la Culture, son frère Fernando Cardenal, jésuite, qui fut responsable de la campagne d'alphabétisation et qui vient d'être nommé ministre de l'Éducation, Miguel d'Escoto, ministre des Relations extérieures, et Edgar Parales,

ambassadeur du Nicaragua à l'OEA. Malgré les demandes répétées tant de la Hiérarchie nicaraguayenne que du pape, ces prêtres répugnent à quitter leurs postes. Pour des raisons pratiques: le manque de cadres dans le nouveau gouvernement. Pour des raisons politiques: leur retrait en bloc serait interprété comme un jugement catégorique porté par l'Église — et toute l'Église — contre la Révolution.

dans les journaux et à la télévision des photos du prêtre nu, se sauvant, paraît-il, de chez sa maîtresse où il aurait été surpris par le mari de cette femme. Cela provoque une polémique nationale qui n'est pas favorable au gouvernement. La population pardonne plus facilement au prêtre d'avoir une maîtresse qu'au gouvernement d'avoir publié ces photos sacrilèges. À l'étranger ce sera utilisé comme preuve irréfutable d'une persécution religieuse en cours au Nicaragua<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, il ne faut pas cacher l'appui très net que donne à Mgr Obando la bourgeoisie opposée au régime: elle fait son éloge dans *La Prensa*, lui organise des fêtes, etc. Par ailleurs, grâce à l'aide américaine, dès la fin de 1981, les "contras" attaquent sur la frontière nord, assassinent la population, et ils laissent des messages disant qu'ils agissent "au nom de Dieu". Même le journal du FDN qui revendique ces actes terroristes fait l'éloge de Mgr Obando.

On peut ajouter à cela le contentieux de l'éducation. Le gouvernement est accusé de vouloir enlever aux écoles et aux parents l'éducation des enfants en imposant des "textes castristes inspirés du matérialisme"... Il est important de savoir qu'au Nicaragua 70% des écoles sont privées mais reçoivent des subventions de l'État: et elles peuvent donner l'enseignement religieux à leur gré...

---

### **La guerre des contras: où est l'Église? (1983)**

---

En février et mars 1983, tout le peuple et l'État nicaraguayen se préparent à recevoir le pape. Le peuple espère de Jean-Paul II un message de paix et une prière pour les victimes des agressions contre-révolutionnaires: ce que le pape n'a pas

2. De plus, l'incident donnera naissance à des manifestations, les unes d'appui, les autres de blâme par rapport au P. Bismarck Carballo. Une de ces manifestations se soldera par la mort d'un jeune sandiniste et par plusieurs blessés, touchés par les balles de francs-tireurs installés sur le toit du Collège salésien à Masaya. Un prêtre espagnol sera par la suite expulsé du pays pour complicité avec ce commando anti-sandiniste.

voulu faire. Entre le peuple qui crie: "Nous voulons la paix" et Jean-Paul II qui lui dit: "Silence", il n'y a pas eu de communication. Après la visite papale, les évêques condamnent l'irrespect d'"une minorité" face au pape et à l'Eucharistie.

Avec les mois, cependant, les attaques de la contre-révolution augmentent d'intensité... mais les évêques gardent le silence. La Conférence épiscopale est divisée, semble-t-il, et ne se prononce pas. La *Contra*, elle, se prononce: "Le pape est avec nous..."

Fin août 1983, la Conférence épiscopale s'oppose à la loi du service militaire obligatoire qui est en train d'être adoptée par l'État pour faire face à l'augmentation croissante de la guerre. L'argument des évêques est que le service militaire ne servira pas à défendre le peuple mais les intérêts du parti au pouvoir (le FSLN) qu'ils critiquent pour son "idéologie totalitaire": à toutes fins pratiques, ce geste consiste à nier la légitimité du gouvernement. Le 31 octobre 1983, le gouvernement expulse deux prêtres espagnols accusés de faire de la propagande pour l'objection de conscience. Dans certaines paroisses, certains curés refusent de célébrer des messes de funérailles pour les sandinistes morts au combat, alléguant qu'ils "sont allés tuer leurs frères"...

Suite au sabotage des réservoirs de pétrole de Corinto et à l'invasion de la Grenade, la tension monte énormément au Nicaragua. Dans les journaux, à la radio et à la télévision, on parle d'une invasion imminente. Dans les quartiers, on construit des abris anti-aériens, on se prépare activement pour une guerre généralisée.

C'est dans ce contexte que, le 9 novembre, la junte de gouvernement rencontre la Conférence épiscopale — pour la première fois depuis deux longues années de tensions — avec l'objectif d'ouvrir le dialogue. De part et d'autre on qualifie la rencontre de "positive" mais elle n'aura pas de suite.

---

### **La guerre entre l'Église et l'État (1984)**

---

À l'occasion de Pâques, les évêques publient une lettre pastorale

sur la Réconciliation. Après des considérations théologiques sur le péché et sur la Rédemption apportée par le Christ, le texte se penche sur la situation de guerre qui règne au pays et sur la division dans l'Église. Et puisqu'ils parlent de conversion et de réconciliation, les évêques préconisent le dialogue avec la *Contra*:

Dans ce dialogue, doivent participer tous les Nicaraguayens, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, sans aucune discrimination d'idéologie, de classe ou de position de parti. De plus, nous croyons que les Nicaraguayens qui se sont levés en armes contre le gouvernement doivent participer à ce dialogue.

Cette déclaration soulèvera un tollé général de protestations. La guerre continue de faire rage et même de s'amplifier, et d'oser proposer le dialogue avec ceux que l'on considère comme des traîtres, des assassins (soutenus par les Américains) scandalise. Les journaux officiels déclenchent une campagne contre Mgr Obando, montrant les liens étroits qui ont toujours existé entre la Hiérarchie et la famille de Somoza. *La Prensa*, le journal d'opposition, donne un appui inconditionnel aux évêques.

Quelques semaines plus tard, en juin, le ministère de l'Intérieur diffuse à la télévision un film montrant le P. Luis Amador Peña recevant des explosifs. L'archevêché invoque la possibilité d'un montage... mais refuse de soumettre le film à l'examen impartial d'un laboratoire. Le 9 juillet, Mgr Obando organise une messe... et une manifestation d'appui au Père Peña. Suite à cela, dix prêtres étrangers proches de Mgr Obando ou qui avaient participé à cette manifestation sont expulsés d'une manière très expéditive — qui sera critiquée par les secteurs chrétiens progressistes eux-mêmes.

---

### **Quelques réflexions**

---

Les faits que nous venons de rapporter parlent d'eux-mêmes. C'est actuellement la guerre entre l'Église hiérarchique et l'État. Une fraction des chrétiens numériquement difficile à évaluer se range du côté du gou-

## LES ÉLECTIONS AU NICARAGUA: Rapport d'un observateur sur la phase de préparation

Le Dr Meyer Brownstone est rentré récemment d'un voyage d'un mois au Nicaragua, durant lequel il a mené une enquête indépendante sur la première phase du processus électoral qui doit aboutir aux élections du 4 novembre prochain. Le Dr Brownstone est professeur de science politique à l'Université de Toronto. Il avait rédigé la loi électorale du Canada et étudié aussi la loi électorale en Jamaïque et en Tanzanie. Il est aussi président de Oxfam-Canada et membre du CAPA (Canada-Caribbean-Central America Policy Alternatives).

Durant ce séjour au Nicaragua, il a scruté particulièrement la région électorale I, qui comprend autant la communauté urbaine de Esteli que des communautés typiquement rurales et reculées dans les montagnes.

Son jugement sur la période de la préparation électorale — à son avis, capitale pour juger de la qualité des élections elles-mêmes — est sans équivoque. "Par rapport aux standards internationaux, les lois électorales du Nicaragua et la partie enregistrement du processus électoral peuvent sûrement et clairement être évaluées comme étant de la plus haute qualité... Si on tient compte du contexte juridique national et de sa cohérence par rapport aux critères juridiques internationaux, je considère le processus électoral en cours comme étant totalement conforme aux standards démocratiques, et de fait contenant même des dispositions démocratiques supérieures à celles que l'on trouve dans la plupart des pays démocratiques... Il est par ailleurs intéressant de signaler que ce constat a été effectué dans le contexte d'une situation d'urgence nationale — un état de guerre".

Plus de 1,5 million de Nicaraguayens se sont enregistrés pour voter, chiffre qui dépasse toutes les estimations. Le Dr Brownstone retournera au Nicaragua comme observateur indépendant pour étudier la phase finale des élections au début de novembre prochain.

vernement. Les secteurs d'opposition parlent de persécution religieuse. Nous pensons que l'affrontement se situe rigoureusement sur le terrain politique. Le Front sandiniste ne ferme pas les églises et n'empêche pas les prêtres de dire ce qu'ils veulent dans leurs homélies. Il ne permet cependant pas qu'on dise n'importe quoi en ce qui touche le politique et le militaire. S'opposer au service militaire dans un pays en guerre, ou appuyer un prêtre accusé d'activités terroristes avec des preuves difficilement réfutables, tout cela relève du terrain politique. Quand les évêques nicaraguayens refusent de se prononcer sur le minage des ports du pays — alors que les évêques américains, eux, ont dénoncé la participation de leur gouvernement dans cette agression illégale —, ils allèguent que l'agression idéologique qui vient du gouvernement est plus grave que l'agression par les armes, qui est le fait des "contras". Ceux qui ont perdu des leurs sur la frontière nord du pays savent bien que la comparaison ne tient pas!

L'Église hiérarchique, même si elle a appuyé temporairement l'insurrec-

tion armée et le gouvernement révolutionnaire, n'a finalement jamais été d'accord avec le profond changement de société que tente d'opérer le sandinisme. La collusion est évidente entre Mgr Obando et les intérêts financiers qui voudraient maintenant rétablir un "somozisme sans Somoza".

À l'heure actuelle, l'Église est sûrement la seule force capable de s'opposer au sandinisme, et, de plus, la Hiérarchie se bat pour ne pas perdre le contrôle séculaire qu'elle avait sur le peuple. Le Front sandiniste se bat lui aussi pour garder avec lui ce peuple (chrétien) qui avait fait la révolution. Alors...?

Que fera l'Église face aux élections? Il nous apparaît certain que l'opposition politique au Front sandiniste sait très bien qu'elle n'a pas la faveur majoritaire du peuple — malgré un certain mécontentement populaire qu'il ne faut pas nier. Si elle avait l'appui du peuple, elle n'hésiterait pas à s'engager dans ces élections. C'est parce qu'elle sait très bien qu'elle ne peut pas remporter la victoire, qu'elle essaie de saboter le processus électoral et de discréditer

les élections au niveau international. L'Église va sûrement prendre position un jour sur le sujet. Proposera-t-elle de voter contre le FSLN ou essaiera-t-elle aussi la tactique du sabotage?

Le Front sandiniste a fait, à notre avis, plusieurs erreurs dans ses relations avec la Hiérarchie catholique. Ces erreurs relèvent peut-être d'une division à l'intérieur même du Front entre les marxistes «purs» pour qui la religion en soi est une menace à la révolution et les autres qui ont appris à faire la différence entre les divers groupes de chrétiens. Il y a sûrement, dans le FSLN, des personnes qui veulent adopter une ligne dure face à l'Église, d'autant plus que celle-ci lui cause passablement de difficultés. D'autres, au contraire, préfèrent ne pas trop attaquer de front. Mais à certains moments, la tolérance atteint ses limites et les réactions exacerbées ne sont pas toujours les meilleures. Par exemple, l'expulsion des dix prêtres étrangers en juillet dernier nous paraît être une erreur politique des sandinistes. Au niveau international, ce geste donne bien mauvaise presse au FSLN et ces prêtres vont causer plus de problèmes au gouvernement nicaraguayen une fois expulsés.

Par ailleurs, nous pensons que dans un autre contexte et dans un autre pays, ce geste aurait pu se justifier. Au Canada, par exemple, la Loi C-24 prévoit que les étrangers n'ont pas le droit de se mêler de politique non plus.

La situation n'est pas simple et il y a certainement des erreurs des deux côtés. Cependant, le gouvernement nicaraguayen a démontré, il nous semble, sa volonté de respecter la liberté religieuse et la place des chrétiens à tous les niveaux de la société. Sa détermination est tout aussi évidente de mettre en place un système social qui ne soit plus basé sur l'exploitation de la majorité mais sur la justice.

Enfin, les attaques de la Hiérarchie visent davantage le retour à l'ancien système (épuré de ses abus les plus criants) et à l'ancienne autorité incontestée de l'Église sur le peuple. Il nous semble difficile de nier que les évêques nicaraguayens font preuve de mauvaise volonté et d'un refus du changement social en cours. Le Front sandiniste, quant à lui, entend poursuivre son projet révolutionnaire. Jusqu'où iront les hostilités?

*Témoignage:*

# ESSAYER DE COMPRENDRE LE NICARAGUA

par Louise Landriault

Nous savons que l'expérience sandiniste est contestée. Nous avons pu vérifier ici et là-bas l'impact négatif de certains propos diffamants. Pour notre part, nous avons fait ce voyage pour comprendre, pour voir, pour vérifier. Nous avons cherché tout le long à répondre aux questions qui nous habitaient et qui sont celles de beaucoup de Québécois et de Québécoises. Est-ce une nouvelle dictature ou un régime démocratique qui s'est installé au Nicaragua? Les dirigeants ont-ils l'appui populaire? Est-ce vrai que les chrétiens participent à la révolution et qu'ils appuient majoritairement le Front sandiniste? Pendant trois semaines, nous avons vécu dans des familles, les regardant vivre, les questionnant: ce fut une expérience d'immersion, courte mais intense.

## Impression globale

Le 19 juillet 1979, le Nicaragua se libérait de la dictature des Somoza et le régime sandiniste s'attelait à la dure tâche de reconstruire un pays ravagé par la guerre. Après cinq années d'un travail gigantesque, malgré le blocus et l'effort de guerre, le pays que nous avons visité, à la veille des premières élections libres qui vont se tenir le 4 novembre prochain, offre un bilan imposant de réalisations.

La réforme agraire a permis une meilleure répartition des terres qui, avant la révolution, étaient entre les mains de quelques riches propriétaires. Il y a partout des coopératives, tantôt d'État, tantôt privées. La production agricole augmente chaque année et nous avons pu vérifier dans les marchés qu'on y vend tous les produits de base nécessaires à une saine alimentation. En éducation, la campagne d'alphabétisation entreprise en 1980 a réussi à diminuer l'analphabétisme, de 65% qu'il était, à 12%.

Le gouvernement a construit 1 500 écoles et consacré une part importante de son budget à l'éducation. Dans le domaine de la santé, on a pu enrayer les maladies liées à la malnutrition et d'autres comme le paludisme, la poliomyélite, etc. On a construit des hôpitaux, des cliniques qui permettent à la population des zones éloignées de recevoir des soins médicaux appropriés. Le gouvernement a construit des ponts, des routes, des barrages, a donné accès à l'eau courante, à l'électricité et au téléphone à plusieurs endroits qui en étaient démunis. Par ses lois, il a facilité l'accès à la propriété privée: de nombreuses familles sont actuellement propriétaires de leur petite maison. Il existe même un système de garderie que nous pourrions envier. Nous n'avons pas ici la prétention de décrire tout ce qui a été fait mais simplement de mentionner les points qui ont le plus retenu notre attention.

## Dictature ou démocratie?

Nous ne chercherons pas à décrire cette structure pyramidale de participation couronnée par un Conseil d'État où sont représentés les délégués du mouvement populaire, de l'entreprise privée, des Églises, des partis politiques, de l'Armée, etc. Nous pouvons par contre certifier qu'au niveau de la base, dans les comités de défense sandiniste, la participation est très active: on sent tout le monde profondément convaincu que le défi, tant économique que militaire, dépend de la mobilisation de chacun.

Cet appui massif de la population, nous l'avons nous-mêmes constaté, entre autres, à deux reprises. Le jour du 5e anniversaire de la révolution sandiniste, le 19 juillet, il y a eu 300 000 personnes sur la Place de la révolution à Managua venues fêter et écouter le discours de M. Ortega. Les 27, 28, 29 et 30 juillet, avaient lieu au Nicaragua les inscriptions en vue des élections qui se tiendront le 4 novembre prochain. Le gouvernement avait invité les gens à s'inscrire pour démontrer leur appui — l'opposition, elle, a décidé de boycotter les élections. Plus de 80% des gens aptes à voter se sont inscrits et le nombre des inscriptions a dépassé toutes les prévisions. De plus, nous avons recueilli de nombreux témoignages de gens qui nous ont dit combien leur vie s'était transformée et améliorée depuis cinq ans.

## ESPÉRER CONTRE TOUTE ESPÉRANCE

# 1985

AGENDA

DE LA LIBÉRATION

LATINO-AMÉRICAIN

ESPÉRER

CONTRE TOUTE ESPÉRANCE



### Agenda 1985

(incluant septembre à décembre 1984)

conçu et réalisé par le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine et par la Société catholique de la Bible.

Au fil des jours et des semaines, textes et dessins vous permettront d'approfondir le thème de l'espérance, au cœur de votre foi en Jésus. Le souffle de l'expérience souffrante mais espérante d'Amérique latine et le cheminement à travers la Bible vous y accompagneront.

Format: 14 x 22 cm

2 pages/semaines

Reliure spirale

Calendrier 1986

Index des témoins cités

Prix: 6,00\$, plus 0,60\$ de frais d'envoi.

En vente à SOCABI

212, boul. St-Joseph ouest  
Montréal, H2T 2P8  
(514) 274-4381

et au COMITÉ CHRÉTIEN  
POUR LES DROITS HUMAINS  
EN AMÉRIQUE LATINE  
25, Jarry ouest  
Montréal, H2P 1S6  
(514) 387-2541

N.B. Pour les commandes par correspondance, s'adresser à SOCABI.

## Les chrétiens et le sandinisme

Ser cristiano es... ser revolucionario  
No basta rezar... tenemos que actuar  
Entre cristianismo y revolucion...  
... no hay contradicción!

Ces slogans, nous les avons entendus et scandés nous-mêmes dans les rues à maintes reprises. Par exemple, pour la fin de semaine du 13 et 14 juillet, nous avons assisté à un ralliement de chrétiens réunis pour fêter le 5<sup>e</sup> anniversaire de la révolution. Des milliers de personnes sont venues à Esteli à cette occasion et avec eux, nous avons marché dans les rues, chanté, prié, et entendu des nombreux témoignages de chrétiens engagés. C'est un fait, le peuple du Nicaragua est chrétien et cela depuis la conquête espagnole. Et il continue de l'être après la révolution. Le rôle que jouent les chrétiens dans les domaines social, politique et économique est d'une importance capitale. La participation des prêtres au sein du gouvernement est aujourd'hui remise en question par Rome; mais quelle que soit leur décision future, il reste que leur engagement passé et présent dans la révolution sandiniste a démontré ce lien vécu au Nicaragua entre les chrétiens et la révolution.

À la base, la présence des prêtres au cœur de la vie de quartier et du mouvement populaire est importante. Vivant proches du peuple, ouvrant leur maison à tous, animés d'une foi profonde et communicative, ils nous ont impressionnés par leur authenticité, leur sincérité. Des religieuses aussi sont impliquées dans le processus révolutionnaire. Et de nombreux Nicaraguayens et Nicaraguayennes — du monde ordinaire, comme nous — se sont engagés politiquement sous l'impulsion de leur foi chrétienne. Ils ne portent aucune étiquette en "isme", mais ils ont compris qu'une société juste, ça pouvait se construire. D'ailleurs, les jeunes y croient à ce projet de société et ils y participent avec enthousiasme.

Il existe certes un sérieux malaise et des tensions qu'on ne peut ignorer entre l'Église et le régime. Le problème, à notre avis, est politique. Face à des pasteurs ou à des religieux qui prennent option pour les travailleurs et les petits, la Hiérarchie se raidit:

elle a pris parti contre un régime qui menace ses privilèges.

## Un pays en guerre

Durant notre séjour à Esteli, où nous logions dans une école, nous avons entendu toute la nuit les canons et les coups de feu des combats qui se déroulaient à trois kilomètres. Nous avons senti la présence de la guerre partout où nous sommes allés. En effet, en plus de tous les défis que représente la reconstruction d'un pays qui avait été ravagé par la guerre (une guerre qui avait coûté 50 000 morts, 100 000 blessés, et fait 750 000 orphelins), le Nicaragua doit actuellement défendre ses frontières et sa population contre les attaques des contre-révolutionnaires (les anciens gardes de Somoza) et des mercenaires qui l'attaquent avec l'appui massif de la CIA. Cette aide américaine — qui n'est plus du tout clandestine — permet un harcèlement continu qui vise à déstabiliser l'économie du pays: usines et coopératives sabotées, ponts et aéroport bombardés, routes coupées, centrale thermique endommagée, port miné, etc. L'agriculture a subi des pertes considérables puisque les paysans doivent souvent se défendre; semences abandonnées, récoltes perdues. Et combien de paysans et de jeunes ne sont pas morts au combat!

Dans presque tous les foyers que nous avons visités, nous avons trouvé des photos d'êtres chers disparus à la guerre. Et les gens, de nouveau, tout en assumant leur travail quotidien, sont inquiets car ils vivent dans l'attente d'une intervention américaine. Cependant, plusieurs nous l'ont dit, le "No pasaran"<sup>2</sup>, c'est plus qu'une consigne, c'est un cri du cœur, une détermination farouche: ils sont prêts à aller jusqu'au bout.

1. Être chrétien... c'est être révolutionnaire. Il ne suffit pas de prier... il faut agir. Entre le christianisme et la révolution... il n'y a pas de contradiction.
2. Ils ne passeront pas.



# LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE VIRAGE TECHNOLOGIQUE

par **Julien Harvey**

**Le 29 mai dernier, le Centre justice et foi consacrait une soirée à la question de la formation professionnelle des adultes. Les panelistes étaient MM. Léonce Beaupré (Direction générale de l'éducation des adultes), Paul Bélanger (directeur de l'Institut canadien d'éducation des adultes), Alain Lallier (Fédération des cégeps) et Michel Blondin (FTQ, secteur de la métallurgie). Cet article veut faire partager à nos lecteurs les résultats les plus importants de cette soirée. L'auteur remercie les panelistes.**

"Nous sommes habitués à penser à nos ressources minérales ou à nos ressources électriques, et pourtant cela est dépassé. La plus intéressante de nos ressources, c'est la *ressource humaine*, et on ne le dit pas. D'autres pays commencent à le réaliser, mais chez nous on n'en parle pas encore. La meilleure preuve se trouve dans nos écoles: les jeunes n'ont plus vraiment d'avenir dans notre société... Que peut-on laisser entrevoir aux femmes qui vont se retrouver mises à pied dans le textile, dans les bureaux? Il se forme un noeud dans le tissu social et il va devenir très problématique. On le constate déjà avec le phénomène des décrocheurs; on le verra à travers des phénomènes aussi peu agréables que la délinquance, le vol, la drogue, etc." C'est ainsi que M. Alain Lallier, venu du monde de l'enseignement collégial, présentait la question. Et M. Paul Bélanger, de l'ICÉA, ajoutait que, devant le virage technologique et ses exigences en ce qui concerne la ressource humaine, "le Québec est en mauvaise posture de deux façons. D'abord, au niveau de la formation de la main-d'oeuvre, il est régi par des accords Québec-Ottawa orientés sur des perspectives qui ne sont pas les siennes et dont les priorités sont différentes... Ensuite, le Québec est en mauvaise posture devant la perspective mécaniciste des politiques de formation des adultes,

perspective qui suppose qu'on est capable de prévoir de façon très précise les besoins de l'emploi de l'avenir... Or, nous sommes très liés aux marchés internationaux car 75% des investissements faits au Québec arrivent de l'extérieur et partent aussi vers l'extérieur. On ne peut donc prévoir l'avenir de l'économie. Il faut alors nous donner, hommes et femmes adultes, la formation *la plus large possible*, pour pouvoir ensuite nous déplacer et conserver des emplois. C'est d'ailleurs la pensée de base de la Commission d'enquête sur la formation des adultes (commission Jean)... Il faut beaucoup plus travailler, chez nous, sur *l'offre* de main-d'oeuvre que sur la demande: comme le prouvent les expériences de Gagnonville, de ITT-Rayonnier, on peut contrôler le devenir de l'offre mais pas celui de la demande."

La formation professionnelle des adultes est donc devenue un problème politique majeur. La campagne électorale fédérale récente en a fait état. Mais on en entend relativement peu parler parce que les sans-travail sont plutôt dispersés et que peu de régions du Québec possèdent des organisations capables de penser leur avenir économique. Si bien qu'il y a trois ans, on a pu couper 35 millions de dollars dans les budgets de l'éducation des adultes — amenant la fer-

meture de 400 écoles du soir — sans que les protestations soient trop fortement entendues.

Le terrain même de l'éducation des adultes montre un autre aspect de la gravité du problème, partagé qu'il est, de façon de plus en plus obscure, d'une part, entre le gouvernement fédéral et celui du Québec et, d'autre part, au Québec, entre le ministère de l'Éducation et les ministères de la Main-d'oeuvre, des Affaires culturelles et d'autres. Ottawa, à travers la commission McDonald, élabore des politiques qui reçoivent une collaboration réticente du Québec; en l'occurrence, on promet le projet "première chance" en court-circuitant le Québec d'un projet préalablement élaboré ici. Et pendant ce temps, les ministères québécois se querellent de façon malheureusement trop intéressée sur le plan financier, au détriment de toute concertation. De leur côté, les universités, pour augmenter leurs subventions, surchargent leurs bottins de listes de cours que les travailleurs ne peuvent suivre; les cégeps, quant à eux, continuent de penser et d'agir comme si la plupart des ouvrières et des ouvriers acceptaient aisément de s'asseoir à côté des jeunes sur les bancs des collèges, alors que leurs besoins sont entièrement différents.

## Assurer une base de départ

Un phénomène nouveau change toutes les données dans le domaine de l'éducation des adultes: la reprise économique ne crée pas d'emplois, ou si peu. Et l'information industrielle en est la cause principale: elle remplace les ouvriers par des robots ou du moins les disqualifie en exigeant une expertise qu'ils ne possédaient pas jusque-là.

Pour régir efficacement, il faudrait en tout premier lieu développer une politique québécoise de l'emploi. Nous n'avons pas la mobilité des travailleurs anglophones ni même des immigrants et, par conséquent, nous ne pouvons nous déplacer selon les fantaisies du redéploiement industriel qui accompagne l'informatisation (en particulier le déplacement vers l'Ouest des industries modernisées). On a un urgent besoin de cette politique du plein emploi et les recherches récentes de l'Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT) montrent que le fatalisme de Monsieur Parizeau, qui considère comme normaux des taux de chômage de 13% ou de 15%, est injustifié.

Une telle politique requiert de façon presque inévitable, à l'heure actuelle, la réduction des heures hebdomadaires de travail (la semaine de 35 heures). Les regroupements de patrons réagissent négativement, comme ils l'ont fait chaque fois depuis les réductions successives de la semaine de 60 heures; mais ils devront reconsidérer leur refus, surtout maintenant que l'informatisation augmente la productivité.

Une deuxième base de départ indispensable est la création d'organismes régionaux de création d'emplois. Des régions comme le Saguenay-Lac St-Jean et Sherbrooke les ont déjà mises sur pied, mais il en manque partout ailleurs, y compris dans la région de Montréal, où seul le secteur de Chambly semble bien organisé. Ces organismes doivent permettre la concertation équilibrée de tous les agents impliqués: syndiqués, entrepreneurs, enseignants, représentants régionaux de l'État. De toute façon, il est indispensable de remplacer la compétition actuelle par une concertation, si nous voulons éviter de gaspiller en bureaucratie les 35 millions \$ que l'État provincial vient de consentir à la formation professionnelle, en particulier pour les Cen-

tres de formation professionnelle (CFP). D'autant plus que ces budgets eux-mêmes devraient être augmentés, une enquête fédérale ayant montré récemment que la contribution du Québec à l'éducation des adultes est inférieure à la moyenne nationale.

## Choisir des objectifs réalisables

M. Paul Bélanger, de l'ICÉA, appuie sur une longue expérience de l'éducation des adultes les recommandations suivantes:

**1. Donner la priorité aux jeunes adultes**, en refusant la solution trop simple du "bien-être social". Il faut subventionner l'emploi plutôt que d'indemniser le chômage. Cette attitude, qui soit la seule saine sur le plan de l'éthique sociale, permettra aussi de réduire sinon de faire cesser le décrochage des adolescents par manque de motivation. Or, actuellement, 30% de nos jeunes abandonnent leurs études avant la fin du secondaire.

**2. Assurer une politique de congés d'instruction payés.** C'est une mesure largement pratiquée à l'étranger, surtout en Europe. Le travailleur ou la travailleuse ordinaire ne peut pas quitter pendant un an son poste pour sa formation, s'il n'a pas d'abord la garantie de le retrouver ensuite, s'il n'a pas de subvention, provenant en partie de l'entreprise, qui lui permette de vivre, de faire vivre sa famille, d'assurer le supplément de dépenses qui est rattaché aux études. Une enquête de M. Pierre Paquette (Univ. de Montréal) a montré que même si actuellement les grandes entreprises consacrent de 2 à 3% de leur masse salariale à la formation, seulement 4% des ouvriers de la base en profitent comparativement à 45% des cadres et des ouvriers spécialisés. Il faut inverser la pyramide des priorités.

**3. Déterminer quel type de formation correspond au besoin réel.** Le peu de contrôle sur l'investissement est caractéristique du Québec: il est facile d'énumérer les grandes industries qui sont venues et sont reparties, au hasard des fantai-

sies du marché, comme Québec Cartier Mining, ITT-Rayonnier et tant d'autres. Pour faire face à un tel problème, il s'agit d'offrir aux adultes une formation large, générale, permettant l'adaptation, et non pas de dispenser une formation ponctuelle, limitée, donnant seulement le moyen, par exemple, de souder une nouvelle pièce. C'est le type de formation étroite que préconise actuellement le gouvernement fédéral, en se plaçant dans le cadre de la mobilité nord-américaine. Mais comme nous l'avons vu plus haut, ceci ne peut pas s'appliquer au Québec.

**4. Tenir compte de la réalité des adultes.** On doit à juste titre reconnaître leurs acquis et la valeur de leur expérience. En conséquence, même sous prétexte d'économie facile, on ne doit pas les soumettre aux mêmes cours, aux mêmes méthodes, aux mêmes programmes, aux mêmes manuels que ceux des adolescents et adolescentes. Songeons, par exemple, à la différence de préparation en mathématiques, entre un jeune qui vient tout juste de terminer le cours "prérequis" et une ouvrière qui n'a pas fait de calcul théorique depuis des années, même si elle a fait beaucoup de calculs appliqués. En plusieurs régions, les cégeps sont pleins à craquer et on improvise tout ce qui regarde les adultes, alors que maintenant 75% des cours pour adultes dans les cégeps sont de type professionnel. Dans le même contexte, les conventions collectives des enseignants doivent prévoir à l'avenir le support pédagogique des adultes, l'approche pédagogique qui leur est propre et le perfectionnement de l'enseignant en vue des clientèles adultes.

5. Il est intéressant de signaler que **sous l'angle syndical** Michel Blondin, de la FTQ-Métallos, appuie les recommandations de Paul Bélanger, en particulier le congé payé pour la formation et l'option pour une formation large. Il ajoute deux points supplémentaires aux objectifs déjà cités. **La participation des intéressés** à la formation professionnelle des adultes. Le gouvernement fédéral a déjà proposé la création, dans les entreprises, d'un délégué à l'éducation, choisi par les travailleurs. On devrait retrouver la même participation des travailleurs au niveau régional (représentation dans les CFP) et au plan national.

**6. La reconnaissance légale d'un droit des adultes à l'éducation**, comprenant les moyens à mettre en place pour réaliser ce droit, en particulier la gratuité. Dans ce contexte, il faut constater que plusieurs grandes entreprises se donnent elles-mêmes des écoles de formation. La masse salariale allouée à cette formation devra être gérée paritairement par l'entreprise et les intéressés, pour éviter de retomber dans la formation étroite, dénoncée plus haut.

---

### *Une commission parlementaire*

---

La Commission d'enquête sur la formation des adultes (commission Jean) a fait de l'excellent travail. On lui a donné peu de suites, supposément en raison des coûts impliqués. Mais on ne peut pas en demeurer là. Le virage technologique rend la

question de la formation des adultes trop grave sur le plan politique. Récemment, des sommets régionaux ont suggéré une voie, celle d'une commission parlementaire dont le mandat serait d'interroger largement le public sur l'ensemble de la question. Cette commission, pas plus que la commission Jean, ne devrait être une commission de fonctionnaires, trop peu d'entre eux semblant actuellement croire à la concertation!



## LA "CLASSE OUVRIÈRE" DANS LE TIERS MONDE

par **André Corten**

**Les instruments d'analyse des rapports sociaux ont été élaborés dans les pays industrialisés. Le marxisme, par exemple, s'est développé en Europe en se présentant comme l'idéologie de la classe ouvrière des grandes usines. Ses concepts-clés, celui de "classe sociale" entre autres, ont été souvent exportés dans les pays en développement sans qu'on tienne compte de ce que sont, aujourd'hui, l'industrialisation du tiers monde, le rôle de l'État dans ces pays et l'importance de leur secteur agricole. André Corten enseigne au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.**

Le développement de l'industrie dans le tiers monde est incontestable au cours des vingt dernières années. Il est particulièrement remarquable dans trois groupes de pays. D'abord le groupe des nouveaux pays industrialisés: Mexique, Brésil, Corée, Taïwan, Hong Kong, Singapour. Ensuite une partie au moins des nouveaux pays pétroliers: Irak, Iran, Algérie.

Enfin un ensemble de pays comme la Tunisie, la Syrie, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie, auxquels il faut peut-être ajouter des pays comme le Kenya et le Nigéria quoique la production industrielle y soit encore faible. Ces trois groupes de pays font partie, selon la dénomination des organismes internationaux, des pays à revenus intermédiaires. On calcule

qu'ils ont connu depuis 1960 une croissance du PNB par habitant supérieure à celle des pays anciennement industrialisés.

Le développement de l'industrie (de l'ordre de 7% en moyenne par an pour les pays à revenus intermédiaires) suppose l'accroissement du nombre d'ouvriers industriels. La proportion de la population occupée

dans l'industrie y est en effet passée de 17% à 23%. On peut estimer qu'en chiffres absolus le nombre d'ouvriers industriels a doublé, soit un accroissement annuel d'environ 3%. La différence entre le taux de croissance de la production (7%) et du nombre des ouvriers (3%) indique l'introduction d'un nouveau procès de travail basé sur l'usage intensif de la force de travail: le procès de travail industriel.

On appelle généralement *taylorisme sanguinaire* le type de travail industriel où l'accroissement de la productivité (du travail) est dû principalement à une accélération des cadences de travail et à une discipline de fabriques qui pénètre jusque dans la vie intime et privée des travailleurs (minutage des besoins physiologiques, interdiction des grossesses). Le taylorisme sanguinaire peut être appliqué sans grand investissement en machines, c'est pourquoi on peut le retrouver dans des pays n'ayant aucune base industrielle comme Haïti. Ce que l'on appelle le *fordisme* s'en distingue sur deux points importants: l'accroissement de la productivité résulte d'un investissement beaucoup plus considérable en machines<sup>1</sup> et une part de l'augmentation de la productivité est redistribuée aux travailleurs de telle sorte qu'ils deviennent des acheteurs des nouveaux biens produits. Le fordisme suppose une base industrielle et un nombre important de travailleurs qui puissent constituer un marché partiel pour les biens manufacturés, une autre partie étant consommée par les couches moyennes et une troisième partie, enfin, étant exportée. Au contraire avec le taylorisme sanguinaire, la majeure partie des produits sont exportés. Mais comme les matières premières et surtout les quelques machines ont dû être importées, il vaudrait mieux parler de réexportation.

Dans des pays comme le Mexique, la Corée ou le Brésil, les grandes entreprises d'État et les multinationales sont partiellement fordisées. Dans les petites et moyennes entreprises de ces pays se combinent deux procès de travail, l'un tayloriste sanguinaire, l'autre plus archaïque encore, où le patron tire son profit en rallongeant la journée de travail. Dans les grandes entreprises, on emploie surtout des hommes, dans les autres, on emploie aussi beaucoup de femmes.

Selon certains auteurs, la crise des économies industrialisées fait avor-

ter le fordisme dans les pays de la périphérie. Car, d'une part, les taux d'intérêt très élevés rendent trop dispendieux l'achat des machines. Et d'autre part, les marchés déprimés des pays industrialisés ne permettent plus d'absorber la nouvelle production industrielle en provenance des pays périphériques<sup>2</sup>.

---

### Un schéma importé

---

Cette analyse est réductrice, dans la mesure où elle tend à tout expliquer à partir de catégories importées. Elle extrait de la réalité uniquement ce qui correspond à ces catégories. Elle cherche donc à rendre compte de l'évolution des formes d'industrialisation dans ces pays à partir de l'extérieur, de l'économie mondiale et, plus précisément, à partir de l'évolution des pays industrialisés. Or, s'il existe bien des aspects du travail industriel qui sont taylorisés ou fordisés dans les pays du tiers monde, ils ne rendent pas compte de l'ensemble du procès de travail et de production qui, comme ces sociétés, sont plus complexes et manifestent un chevauchement de procès de travail différents.

Il existe une idéologie occidentale de l'industrialisation qui tend à tout considérer à partir du travail industriel et fait relever toute autre forme d'activité du concept de la reproduction. Or, lutter contre l'impérialisme, c'est aussi lutter contre cette vision et sa variante de gauche qui veut considérer les prolétariats des pays du tiers monde comme des jeunes frères du prolétariat des pays industriels. Il faut désormais penser de façon radicalement nouvelle la prolétarianisation et le prolétariat dans les pays du sud.

Le schéma classique de la prolétarianisation est bien connu. Désormais sans prise sur leurs moyens de production et de subsistance, les travailleurs viennent "librement" vendre leur force de travail et se soumettre aux commandements du capital, du capitaliste et des machines dont ce dernier a la propriété. Cela a signifié l'expulsion des campagnes, la séparation de tous les liens traditionnels et l'entrée dans un ordre nouveau, celui de la productivité. Ce schéma ne correspond pourtant pas à la réali-

té du tiers monde (à supposer qu'il ait correspondu antérieurement aux sociétés industrialisées). D'une part, la coupure, la séparation est rarement complète. D'autre part, l'insuffisance d'emplois dans le secteur capitaliste maintient une bonne partie de la population en chômage ou en sous-emploi (puisque, faute d'allocations de chômage, il faut bien faire quelque chose pour survivre). La moitié de la population garde certains liens informels avec les moyens de subsistance, ce qui veut dire que tout en vendant de façon plus ou moins occasionnelle sa force de travail, une grande proportion de cette population va garder des liens avec d'anciens moyens de subsistance. C'est ce qui va donner ce qu'on appelle souvent mais à tort le *semi-prolétariat*.

---

### La diversité des procès de travail

---

Cette expression *semi-prolétariat* est correcte au niveau descriptif, elle est incorrecte dans la mesure où elle suppose qu'à côté existe un vrai prolétariat, en fait celui qui correspondrait aux catégories importées des pays industrialisés. Il ne suffit donc pas de parler d'un semi-prolétariat, qui ne serait qu'une couche transitoire appelée à s'atteler un jour ou l'autre à ce qui est central et déterminant: le travail industriel. Le semi-prolétariat permettrait de reproduire la force de travail des usines au meilleur prix puisqu'il contribue à abaisser les salaires, sans compter qu'il constitue une armée de réserve dans laquelle puise le capital.

Pour aller à la racine des choses, il faut remettre en question ce présupposé que c'est le travail industriel qui est central dans ces économies. Il faut cesser de vouloir comprendre et aborder les masses populaires dans

- 
1. Ce sont alors les machines qui imposent les rythmes toujours très élevés du travail (travail à la chaîne).
  2. LIPIETZ, A., "Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central", *Amérique latine*, no 16, oct.-déc. 1983, 32-45.

ces pays à partir de la problématique des ouvriers d'usines et cesser de voir les autres procès et rapports de travail et de production comme relevant uniquement de la reproduction. Cette différence d'approche aura d'ailleurs des conséquences évidentes dans l'analyse que l'on fera de la place des hommes et des femmes dans le processus de la prolétarianisation. Le schéma classique est essentiellement masculin.

Il faut redécouvrir ce qu'est, dans ces pays, la production, et dans le sens le plus large du terme. Pour cela, il faut partir des grandes transformations qui mobilisent femmes et hommes comme prolétaires. Notons-en trois: l'explosion démographique, l'exode rural et l'urbanisation, et la scolarisation massive. On peut ainsi identifier plusieurs procès et rapports de production: il y a le travail agricole, le travail domestique, il y a ce qu'il faut appeler la production de la descendance, il y a le travail de l'information et enfin il y a le travail industriel.

---

### **Un travail agricole qui dégrade la terre**

---

Le travail agricole mobilise encore la moitié de la population du globe. Il s'agit en grande partie de la production d'aliments. Paradoxalement, c'est cette population qui souffre le plus de sous ou de mal-nutrition. Paradoxalement, c'est elle aussi qui est la plus coupée des biens de subsistance. Les meilleures terres sont réservées aux cultures d'exportation. Cultures de rente. La rente est le trait caractéristique du travail agricole. Elle a aussi pour effet la décapitalisation des ressources naturelles<sup>3</sup> mais aussi la reproduction des conditions de prélèvement d'un surplus. Que faut-il entendre par décapitali-

sation? Par exemple, le déboisement avec toutes ses conséquences écologiques, comme on les observe bien en Haïti: on défriche pour les cultures de plantation et on refoule les populations. C'est le schéma des grandes propriétés (latifundia) qui a comme corollaire une parcellisation phénoménale (minifundia) du reste du territoire. Ce seront de grands travaux d'irrigation qui permettront d'augmenter la production d'autant qu'on n'aura marchandé ni les coûts sociaux (dépossessions, déplacement des populations), ni le gaspillage écologique (les meilleures terres seront noyées). La prolétarianisation dans le travail agricole n'est pas d'abord un transfert d'excédent à d'autres secteurs de la société mais une décapitalisation qui affecte des communautés entières, des pays entiers.

---

### **Le travail domestique et la prolétarianisation**

---

Le travail domestique en soi met en valeur le patrimoine et historiquement a plutôt lutté contre la décapitalisation. La colonisation, avec la destruction de la propriété communautaire, avait privé le travail domestique de sa base productive: la terre. Le travail domestique est alors mis au service de la production de la rente. Les femmes et les enfants travaillaient sur le lopin vivrier, et les hommes pour des cultures de rente. Simplification car le processus une fois mis en marche a bouleversé la division du travail par âge et par sexe. De plus, si le travail domestique a été progressivement réduit à la préparation des aliments, celle-ci se réduisait à son tour à presque rien en raison de la pauvreté et du manque de variété des aliments.

Par ailleurs, la rente est aussi un rapport global villes-campagnes. Dans beaucoup de pays, il existe une politique de subvention et de stabilisation des prix pour les produits de première nécessité dans les villes. Le travail domestique presque éteint dans les campagnes prend alors une nouvelle consistance. Non seulement parce que plus de 60% du revenu est consacré à l'alimentation mais aussi parce qu'une partie des revenus obtenus proviennent d'une extension du travail domestique, cette fois, rémunéré (vente de fritures, travail de la-

vage et de repassage, etc.). Le travail domestique contribue à reproduire les rapports de rente, parce qu'il permet de maintenir une disponibilité pour le travail agricole de rente<sup>4</sup>. Même si une fois en ville, peu nombreux sont ceux qui retournent pour le travail de la récolte, le travail domestique doit quand même être considéré comme une sorte de résistance par rapport à ce que serait un travail régulier (à la ville ou à la campagne). Et cette résistance affecte paradoxalement plus les hommes que les femmes. Les ouvrières (généralement soumises au taylorisme sanguinaire) sont souvent moins scolarisées et moins qualifiées que les hommes ouvriers parce que leur mise au travail alternera, s'accommodera avec le travail domestique. Alors que dans le cas des hommes, c'est tout le travail domestique qui va être mis au service de la reproduction de la force de travail en usine. Il faut donc bien voir comment le travail domestique est lui-même un processus de prolétarianisation et comprendre que c'est toute la communauté — son rapport avec la campagne tout autant qu'avec l'usine — qui détermine la forme de travail dans laquelle hommes et femmes, enfants, adolescents, adultes et vieux vont être engagés.

---

### **La population gérée par l'État**

---

La production de la descendance est souvent vue comme relevant par excellence de la reproduction d'une main-d'oeuvre au service de la production. Schéma facile dans une société dont le coeur est la production industrielle. Mais, dans une société de sous-emploi généralisé, qu'est-ce que cela signifie? Dans la société rurale, la production ou la limitation de la descendance s'intègre dans le phénomène de capitalisation/décapitalisation. Dans la mesure où cette descendance sera prise partiellement en charge par un certain nombre de services: hygiène, école, sport, transport, on peut comprendre la forme spécifique que prendront un certain nombre d'États du tiers monde. Le gaspillage de cette population dans des guerres sanglantes est évidemment une expression extrême de la prolétarianisation apportée par le dé-

---

3. Voir pour une thèse voisine mais non convergente, PALLOIX, Ch., "Agriculture et socialisation" dans *De la socialisation*, Paris, Maspero, 1981.

4. Voir CORTEN, A. et TAHON, M. B., "Rapports de rente caféière et processus de prolétarianisation", Cahiers du GRAL, Montréal, mars 1984.

**"Il faut redécouvrir ce qu'est, dans les pays du tiers monde, la production, et dans le sens le plus large du terme. Pour cela, il faut partir des grandes transformations qui mobilisent femmes et hommes comme prolétaires. Notons-en trois: l'explosion démographique, l'exode rural et l'urbanisation, et la scolarisation massive."**

veloppement démographique et il indique comment ces États gèrent d'abord une population avant de gérer une force de travail. Les politiques de subvention alimentaire vont dans ce sens-là. Par ailleurs, la production de la descendance, lorsqu'elle se traduit par une explosion démographique, tout en épuisant les femmes et en les soumettant à une médicalisation souvent sauvage, altère profondément les rapports entre les sexes. Cette altération constitutive de l'État conduit aussi à vouloir laisser aux femmes la défense du patrimoine (culturel) alors qu'il faudrait une politique plus globale et plus rationnelle pour éviter la décapitalisation accélérée de ce patrimoine.

### **L'ambivalence de la scolarisation**

Le travail de l'information est considéré dans la tradition marxiste comme improductif; l'information sert à préparer la production, elle accroît la vitesse de la circulation, ce qui permet d'avoir plus de capital pour produire plus. C'est souvent aussi le discours qui sous-tend une scolarisation massive: il s'agit de préparer la force de travail pour qu'elle soit productive. Mais ne faut-il pas voir la

scolarisation massive comme un vaste mouvement de mobilisation sociale, puissant ressort d'ailleurs de l'exode rural? Mobilisation qui change les rapports dans les communautés et qui redistribue les places dans tous les autres processus de prolétarianisation. Plus encore, la scolarisation doit être vue elle-même comme un processus de prolétarianisation, dans la mesure où elle est destruction d'un savoir-faire agricole et artisanal. La scolarisation socialise aussi toutes les capacités d'initiative que contiennent les communautés, mais ces capacités vont rester largement inemployées, sous-utilisées et disqualifiées.

### **Le travail en usine n'est pas l'esclavage, mais...**

Nous en arrivons finalement ainsi au *procès de travail industriel*. À cause même de son usage intensif de la main-d'oeuvre, le travail industriel ne s'accommode pas du rapport d'esclavage. Les principaux mouvements pour l'émancipation des esclaves, notamment dans les grandes plantations des Caraïbes et du Brésil, résultent du développement des industries agricoles. Cependant le travail industriel suppose de la part du travailleur une structure de motivations qui n'apparaît pas automatiquement, comme on le sait, avec l'abolition de l'esclavage. Il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies au niveau du logement, de l'alimentation, de la santé et de l'information pour que cette structure motivationnelle puisse produire ses effets. En fait dans les pays industrialisés, il a quasiment fallu attendre le milieu du XXe siècle pour que s'impose majoritairement le travail industriel. Dans les pays du tiers monde, on peut considérer que les conditions permettant à cette structure motivationnelle d'apparaître ne parviennent à être réunies que pour une portion limitée de la population. Il ne suffit pas que dans le foyer toutes les forces soient mobilisées pour reproduire la force de travail — ce qui rend compte que les femmes d'ouvriers soient rares à vendre leur force de travail —, il faut encore que les conditions de logement, de transport et d'infrastructure sociale soient réunies. Réunir ces conditions pour une population limi-

tée aboutit presque inévitablement soit à une dégradation générale de l'espace urbain (comme c'est manifeste dans les grandes villes du tiers monde) soit à la construction des "cathédrales dans le désert" (comme c'est le cas d'un certain nombre de "pôles" sidérurgiques ou pétroliers). Cette situation ne fait que stimuler le rêve ouvrier qui est de sortir de la condition de prolétaire<sup>5</sup>, ce qui supposera soit l'émigration, soit le "sacrifice" des autres membres de la famille pour poser des jalons en vue du développement d'une activité indépendante. Elle pousse par ailleurs les entrepreneurs à préférer la mise en oeuvre d'un "taylorisme sanguinaire" rendu possible par l'existence d'énormes bassins de population plus ou moins scolarisée et disponible.

### **D'autres discours pour dire la prolétarianisation**

La prolétarianisation apparaît ainsi comme un mouvement dans lequel se combine un ensemble de processus relevant d'une pluralité de procès de travail et qui prend une forme de classe dans des conditions historiques déterminées. Ces conditions dépendent beaucoup des luttes qu'engendre l'étatisation de la société. Les discours là-dessus pour être signifiants devraient tenir compte de la spécificité des luttes dans chaque société. La centralité du procès de travail industriel est rendue possible ou impossible en fonction de ces luttes et des idéologies dont s'emparent les masses. Le marxisme a été l'idéologie de la classe ouvrière des grandes usines, il a contribué à imposer le caractère central et déterminant du travail industriel. L'ensemble des masses prolétarianisées surtout dans les pays du tiers monde peuvent très bien se donner un autre discours sur la base des luttes particulières qu'elles développent et se constituer en classe dans une autre figure que celle de la classe ouvrière.



5. Voir RANCIÈRE, J., *La nuit des prolétaires*, archives du rêve ouvrier, Paris, Fayard, 1981.

# LA COMMISSION JUSTICE ET FOI DE QUÉBEC

par Guy Paiement  
Centre St-Pierre

"Les membres de la Commission sont vraiment étonnés du peu de liens explicites qu'ils ont constaté tout au long des audiences, entre foi et justice sociale. Une majorité de chrétien-ne-s demeurent démobili-sés face aux grandes questions de justice sociale" (p.59). Cette constatation courageuse résume assez bien l'esprit qui traverse tout le rapport que la *Commission Justice et Foi* de Québec vient de déposer, le 15 juin dernier<sup>1</sup>.

Fruit du travail d'une année, ce rapport s'inscrit dans un plan global de trois ans (1983-1986) qui vise à "intensifier le regroupement des chrétiens en communautés vivantes" (p.20). Soulignons que c'est à la suite d'une cueillette des besoins, effectuée l'année précédente, que la faiblesse de la vie communautaire avait été identifiée et rattachée, d'une certaine façon, à deux autres lacunes: les difficultés à transmettre sa foi et une déficience marquée dans l'engagement pour la justice sociale (p.21). Il faut souligner ici, je pense, cet instinct sûr qui a poussé les responsables à qualifier ainsi la communauté vivante. Sera *vivante* la communauté capable de transmettre sa foi et de s'engager résolument pour la justice sociale. La Commission a, d'ailleurs, été créée précisément pour permettre aux divers groupes du diocèse de s'interroger sur ces deux points.

La réponse est impressionnante: treize audiences régionales (une par région pastorale), six audiences diocésaines, 1 370 mémoires, ce qui re-

présente ainsi plusieurs milliers de personnes. De tout ce matériel, les Commissaires ont dégagé trois *profils* ou trois façons de caractériser les multiples groupes qui ont répondu au questionnaire proposé. Il s'agit des groupes qui travaillent à intensifier la vie des *communautés paroissiales* (Profil I), les groupes des *mouvements de spiritualité: cursillos, La Rencontre, groupes de prière* (Profil II) et les groupes qui ont une *orientation sociale, qu'il s'agisse des organismes sociaux reliés à la paroisse* (Société Saint-Vincent-de-Paul, Comités d'entraide, les groupes de l'AFÉAS) ou des *mouvements et organismes sociaux autonomes*: MTC, Jeunesse du monde, Groupes populaires (Profil III) (p.38-39).

Reproduisons la présentation qui est faite des trois profils.

## Le Profil I

"Dans l'ensemble, **les communautés paroissiales** intensifient leurs efforts de *rassemblement, de célébration et d'initiation sacramentelle*. Elles prennent peu d'initiatives afin de promouvoir directement la justice sociale; cependant, elles encouragent les services d'assistance aux pauvres et de présence aux jeunes, aux personnes seules, âgées ou malades" (p.38).

## Le Profil II

"**Les mouvements de spiritualité** se multiplient; ils deviennent des

lieux de fraternité, de ressourcement de la foi de leurs membres. Ils stimulent le témoignage chrétien des individus dans leur milieu familial, leur milieu de travail et la vie de quartier. En tant que groupes, ces mouvements de spiritualité, de même que les mouvements familiaux n'ont pas d'engagement commun pour la justice; ils reconnaissent que leurs objectifs n'incluent pas la promotion de la justice sociale" (p.39).

## Le Profil III

**A) Les organismes sociaux** reliés à la paroisse prennent en charge des services directs aux individus les plus démunis de la société. Ils encouragent leurs membres à une plus grande conscience sociale et à une foi plus éclairée. Toutefois, ils s'engagent peu dans des luttes collectives pour obtenir des conditions socio-économiques plus équitables et des structures plus justes.

**B) Les mouvements et les organismes sociaux autonomes** suscitent des rassemblements de citoyen-ne-s aux prises avec les mêmes problèmes sociaux et ils agissent en solidarité avec eux, au nom de leur foi, pour obtenir des conditions socio-économiques plus justes. Ils prennent peu d'initiatives quant à la transmission de la foi mais ils encouragent leurs membres à établir des liens entre la foi chrétienne et le vécu social" (p.39).

Inutile de dire que ces trois profils n'ont pas une importance égale dans le diocèse. 1 171 groupes sur 1 370 représentés exercent leur action en priorité au niveau paroissial (Profil I),

1. En vente à la Librairie des Éditions Paulines, 4362, St-Denis, Montréal H2J 2L1; 849-3585.

LE CENTRE JUSTICE ET FOI  
EN COLLABORATION AVEC LE CENTRE SAINT-PIERRE

*lance un cahier intitulé*

## INFORMATION LIMITÉE

Malgré la fascination que les médias électroniques exercent sur nous, les journaux continuent de nous fournir une bonne partie de l'information que nous avalons. Il est grand temps d'apprendre à les utiliser, à les comparer entre eux, à choisir ce que nous y prenons, à les critiquer: bref, à "lire entre les lignes"...

**En vente, au prix de 3,00 \$**

- au Centre justice et foi, 25 Jarry ouest, Montréal: 387-2541
- au Centre Saint-Pierre, 1212 rue Panet, Montréal: 524-3561
- aux librairies des Éditions Paulines.

268 recourent le Profil II et 542 (A) puis 75 (B) groupes font partie du Profil III. Force est de conclure que la masse des gens et des groupes qui travaillent dans l'Église de Québec n'a pas encore intégré la justice sociale comme réalité "constitutive de l'évangélisation".

Devant une telle séparation entre les tâches d'expression de la foi et les tâches de justice sociale, les Commissaires se disent surpris. Ils s'interrogent sur l'évangile qui a été présenté. Leur choix est clair: la foi chrétienne n'a pas à cautionner le statu quo social ni la simple adaptation à la société. Elle est force de transformation. C'est dans cette veine qu'ils indiquent à tous les intéressés des pistes de réflexion biblique, théologique, pastorale et pédagogique. Deux instruments risquent ici d'être plus immédiatement utiles. Le premier est celui qui rappelle les quatre tâches de toute communauté chrétienne, à savoir les tâches d'éducation de la foi, de fraternité, de célébration et d'engagement dans la transformation de la société. De par leurs réponses, la majorité des groupes ont reconnu que les tâches d'expression de la foi et celles de l'engagement pour la justice étaient les moins assumées. Celles de la justice sociale encore moins. Or, cette lacune est inacceptable. "À la limite, on pourrait comprendre qu'un groupe en particulier n'ait pas d'objectifs directs à l'égard de la justice, mais que l'ensemble d'un mouvement chrétien ou d'une paroisse n'accorde aucune place à l'engagement pour la justice nous apparaît tout à fait inadmissible. Qu'ils soient en paroisse, en région ou au niveau diocésain, les respon-

sables de la pastorale doivent s'assurer que les quatre tâches de la communauté chrétienne sont réellement prises en charge (Ac 2,42)" (p.92).

Le second outil est celui de la méthode du VOIR-JUGER-AGIR qui suppose une pédagogie de la formation permanente par et dans l'action. Certes, une telle approche supposera qu'on se donne des moyens simples et efficaces pour faire de l'analyse sociale. Beaucoup de groupes ont demandé de tels instruments et les Commissaires en reconnaissent l'urgence pour presque tout le monde. Ils suggèrent, cependant, de commencer par les agents de pastorale, prêtres et laïcs, qui ont la responsabilité de l'animation des communautés chrétiennes. Toutes ces personnes devraient tenir compte de certains groupes prioritaires dans leur milieu. Par ordre alphabétique, il s'agit des femmes, des jeunes, des personnes en quête de dignité et des travailleurs et travailleuses. "Ces choix ont été faits en raison de l'insistance mise par de nombreux groupes tant paroissiaux que régionaux et diocésains face à leurs situations. Des organismes de toutes les catégories nous ont à maintes reprises redit la position précaire de ces hommes et de ces femmes. Ils ont souvent fait mention qu'il en va de l'avenir même de l'Église et de la société d'y apporter une attention toute particulière" (p.63).

Avec ces grandes lignes clairement mises en évidence, il est plus aisé d'aborder la deuxième étape du but diocésain. Les Commissaires proposent, pour y arriver, 25 objectifs privilégiés, trois champs prioritaires et 100 recommandations. Je souhaite que le Service de la Pastorale du diocèse ne se laisse pas écraser par l'ampleur de la tâche proposée! Qu'il

tienne compte, en priorité, de la suggestion faite de favoriser l'inventaire des moyens existants et celle qui propose de mettre sur pied, au niveau régional, d'abord, au niveau local ensuite, un Comité de pastorale sociale. Quand au niveau des paroisses et des mouvements, on aura un tel instrument pour porter cette préoccupation de la justice sociale et de son lien avec l'évangile, on aura fait un grand pas. Sans de tels groupes-porteurs, je vois mal comment le poids du passé récent pourrait être ébranlé.

À ce propos, je crois qu'une perspective historique permettrait de mieux comprendre l'écart constaté entre l'expression de la foi et les tâches de la justice sociale. Les efforts du renouveau conciliaire ont d'abord porté sur la réforme intense de l'Église. Nous avons investi dans le renouveau liturgique, le renouveau de la catéchèse aux enfants, puis, devant la constatation du peu de racines à la foi, dans la préparation aux principaux sacrements. Il est normal que ces insistances aient marqué notre Église. Pendant ce temps, la société civile et l'État prenaient en main le domaine social et économique. Plusieurs groupes se sont formés, plus ou moins en marge des paroisses, pour affronter les multiples problèmes causés par la mise en place de nouvelles élites et de leurs intérêts économiques. Aussi, quand la fin du concile a produit son document sur *L'Église dans le monde de ce temps*, nous étions trop préoccupés de réforme interne pour en saisir vraiment la portée. Il aura fallu la crise économique, l'expérience des Églises plus pauvres, pour découvrir que nous en étions rendus à un nouveau tournant. La réforme interne de l'Église doit maintenant se situer par rapport à la mission de l'Église, c'est-à-dire l'annonce et le développement du Royaume de justice. Il faut savoir gré aux Commissaires d'avoir nettement pris parti pour ce nouveau départ. Ils s'inscrivent, d'ailleurs, dans le courant d'une conscience chrétienne éveillée qui ne date pas d'hier, comme le manifeste cet admirable document d'un groupe d'ainé-e-s qu'ils ont mis en avant-propos de leur rapport.

Ajoutons que tout le document est émaillé de paroles de croyant-e-s, glanées dans les multiples rapports présentés. Une telle prise de parole est riche de promesses. Il appartient maintenant à tous et à toutes que cette parole ait des prises.



# LES ENJEUX DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

par Edmond Orban

professeur au département de science politique  
de l'Université de Montréal

À première vue, les élections aux États-Unis ont rarement été aussi polarisées qu'en ce moment en ce qui concerne les deux grands partis. Il s'agit ici de voir rapidement à partir de quels points s'effectue cette polarisation et quelles en sont les limites à l'intérieur du système politique de ce pays, où, dit-on, l'opinion publique ne tolère aucun extrémisme (ce qui resterait d'ailleurs à démontrer). On peut regrouper en quelques catégories les principaux enjeux des élections pour y observer les différences entre ce que le Parti Républicain a fait et se propose de faire, d'une part, et ce que le Parti Démocrate, d'autre part, inscrit dans son programme.

**En matière budgétaire**, les Républicains ont mis l'accent sur une réduction des impôts et s'engagent à maintenir cette politique même s'il s'avère quasi impossible de ne pas les augmenter. D'autant plus que le déficit budgétaire dépasse les 175 milliards de dollars alors que les Républicains se sont toujours érigés en défenseurs de l'équilibre budgétaire et d'une réduction des dépenses de l'État. Les Démocrates affichent moins de contradictions à cet égard et ce ne sont pas eux qui couperont dans les dépenses sociales comme l'ont fait et le feront encore les Républicains aux dépens des couches sociales les plus défavorisées. Et l'on touche ici au second domaine, celui des questions sociales, où les différences entre les partis sont les plus nettes. Une majorité de la clientèle démocrate réclame en effet le maintien ou l'extension de l'aide fédérale

en matière de santé, de logement, de transport en commun, d'éducation, de protection de l'environnement, etc.

**Quant à la politique économique**, le président Reagan se félicite de ses succès et se propose de continuer à lutter contre l'inflation (ramenée de 11,7% en 1981 à 4,2% en 1984 et même en dessous de 4% pour ces derniers mois) tandis que les taux d'intérêt sont descendus de 17,2% en 1981 à 11,25% en 1984. Les Démocrates soutiennent de leur côté que le déficit budgétaire précité va exercer une pression à la hausse des intérêts et mettent davantage l'accent sur la lutte contre le chômage (qui se maintient autour de 7,5% comme en 1981 au moment de la récession).

C'est un fait que la majorité des citoyens profitent de la reprise générale qui se traduit par une augmentation sensible du produit national brut moyen mais, aux extrémités de l'éventail des statuts sociaux (et des classes), on observe des tendances contradictoires. Ainsi l'*Urban Institute* (Washington), organisme non partisan, a effectué des études qui montrent que le cinquième le plus riche de la population américaine a vu ses revenus augmenter sensiblement alors que la "lowest class" voyait ses faibles revenus diminuer encore plus, accentuant ainsi une polarisation déjà forte. C'est une corrélation en sens inverse que les Démocrates proposent plus ou moins de réaliser, sans être fort précis sur le choix des

moyens. Notons que la réduction des impôts fédéraux (au nom du *New Federalism*) n'a fait que "changer le mal de place". En effet, cette politique a provoqué une élévation des impôts des États et des taxes municipales afin d'assurer les services sociaux, etc. Ce qui a eu pour effet d'aggraver le déficit de nombreuses grandes villes américaines déjà aux prises avec des problèmes considérables. Quand les Républicains parlent de décentralisation des recettes et des dépenses, c'est trop souvent pour esquiver certains des problèmes précités, ce qui ne les empêche pas d'augmenter **les dépenses pour la défense**.

Dans ce dernier domaine, lié à la politique étrangère, le parti de Reagan continue sur sa lancée tandis que les Démocrates affichent une attitude moins agressive à l'égard de l'URSS. Cette attitude, théoriquement, devrait se traduire par une réduction des dépenses en cas de gel de la production des armements nucléaires, notamment quant à l'aide militaire aux "Contras" du Nicaragua et à certaines dictatures d'extrême-droite en Amérique latine; elle aussi, elle ferait l'objet d'une révision. Sur plusieurs autres points les deux formations partagent un même consensus quant aux objectifs, même s'ils diffèrent au sujet des moyens.

Les positions de Reagan **face aux droits des femmes** sont, comme on le sait, fort conservatrices. De plus, il utilise la morale et de vagues principes religieux pour en tirer un profit politique même si ses dons de pré-

cheur entrent en contradiction avec son propre comportement. C'est une carte politique que les Démocrates n'utilisent pas, au nom de la séparation de l'Église et de l'État.

Autre constat à propos des enjeux: **les Républicains forment un ensemble** beaucoup plus cohérent face aux questions précitées. Leur centre de gravité c'est la richesse matérielle, leur tendance conservatrice est plus forte que ce que l'on a observé aux États-Unis au cours des cinquante dernières années.

Par contre, **les Démocrates** sont souvent divisés entre eux. Il y a les partisans d'un *New Deal* renouvelé, menés par Mondale, mais la "nouvelle génération" représentée par Gary Hart met l'accent sur l'efficacité avant tout. Les jeunes "réformistes", moins soucieux de créer massivement des emplois, préconisent un gel de tous les programmes, prétendant que la société n'a plus les moyens de s'offrir ceux-ci. Ils veulent consacrer plus de temps et d'argent à l'amélioration de la production grâce aux techniques nouvelles. Leur approche est strictement économique et remet en question les principaux rôles de l'État (notamment de distribuer), tels que défendus jusqu'ici dans les programmes démocrates. Divisions également où l'on voit les Démocrates du Sud, obsédés par un anticommunisme primaire, et adoptant des positions proches de celles des Républicains en matière de défense, de rela-

tions avec l'URSS, l'Amérique latine, etc. Le Parti Démocrate au lieu de "rassembler" est menacé d'éclatement. Jusqu'ici cette coalition rassemblait pêle-mêle les "ethniques" des grandes villes, le sud protestant, les intellectuels juifs, les agriculteurs, une majorité d'ouvriers, etc. Ceci se traduit par un manque de vision et de leadership. Mais on est trop tenté d'attribuer les carences à la personnalité des candidats (Mondale et avant lui Carter). En réalité, le fond du problème réside dans la clientèle du parti et la conception que l'on se fait de l'État. Face au conservatisme renforcé et triomphant de Reagan, on a une formation divisée en deux "sous partis" dont les vues sur l'État, sa nature, ses objectifs, ses moyens varient de gauche à droite sans qu'un dénominateur commun précis soit en vue, faute d'éléments catalyseurs, comme une grande crise, par exemple, à l'époque de F. Roosevelt. Rarement les slogans faciles, favorables à la libre entreprise et à la réduction de l'État (bureaucratie et impôts) n'ont été aussi populaires.

Et pourtant tout cela est trompeur car, en réalité, Républicains ou pas, **l'intervention de l'État fédéral** ne va pas en diminuant, bien au contraire. Certes elle diminue dans les secteurs sociaux (peu rentables!) mais elle se maintient ou augmente en matière de défense, d'aide aux grandes entreprises sous toutes sortes de for-

mes, ainsi qu'en ce qui concerne les autres rouages de l'administration. C'est d'ailleurs un constat que l'on fait dans les autres États industrialisés d'Occident<sup>1</sup>. À ce sujet Kenneth Arrow (Prix Nobel de l'Économie) a écrit ce qui suit: "La façon d'intervenir du gouvernement a changé et continue de se transformer mais le niveau général d'intervention restera fondamentalement le même dans un avenir prévisible"<sup>2</sup>. C'est donc une question d'orientation et de formes, le moteur restant le même. Resterait aussi à savoir à qui profite surtout la dynamique de l'État. Et ici nous rejoignons la question de l'orientation et des formes de l'activité étatique sur laquelle les clivages entre partis et à l'intérieur de partis peuvent s'observer. Trop souvent les facteurs d'ordre personnel ne servent qu'à camoufler cet enjeu de base que l'on peut aussi tenter d'escamoter au nom d'un consensus facile et de la vie en rose. Malheureusement, les talents de communicateur et de prêcheur de l'actuel président n'aident guère les Américains à être particulièrement lucides alors qu'ils sont confrontés avec des problèmes de politique interne et externe plus dangereux que jamais.

1. Edmond Orban, *La centralisation dans l'État fédéral, un processus irréversible*, sous presse aux Éditions Québec-Amérique, 480 pages.
2. *Economic Impact Review*, n° 34, 1981, p. 73.

## cinéma cinéma

### SECOND REGARD SUR LES FILMS DU MONDE

par Yves Lever

Délectation pour les cinéphiles, ressourcement pour les professeurs et critiques de cinéma, rendez-vous

annuel pour quelques centaines de membres de diverses communautés ethniques, le *Festival des films du*

*monde* de 1984 a fourni parmi les meilleurs crus jamais offerts aux Montréalais.

Principale nouveauté de cette année, les vedettes promises qui habituellement se "défilent" à la dernière minute étaient au rendez-vous! Les amateurs de ce type de sensations purent entrevoir et presque toucher les Clint Eastwood, Geneviève Bujold, Coluche, Gérard Jugnot, Carole Laure, Valérie Kaprisky, Bertrand Tavernier, Nanni Moretti, Jane Birkin, etc. À côté d'eux les moins connus Gregory Nava, Dagmar Hirtz, Francisco Norden, Philippe Garrel, etc., et nos Québécois trop bien connus Labrecque, Lefebvre, Curzi, Tifo, Beaudin, etc., passaient plutôt inaperçus, mais n'en fournissaient pas moins les meilleurs moments des conférences de presse. Heureuse initiative, celles-ci étaient toutes télédiffusées (à plusieurs reprises) sur le câble, ce qui a fourni au grand public une belle occasion d'évaluer directement la pertinence de leurs propos. Il resterait maintenant à la direction du Festival à organiser une structure de rencontre pour mettre en présence cinéastes d'ailleurs et d'ici qui, tous, souhaitent se parler mais ne trouvent pas de moyens d'entrer en contact.

Quelque peu améliorée par rapport aux années précédentes, la compétition officielle suscita surtout l'intérêt avec quelques films vedettes (*La femme publique*, *El Norte*, *Mario*, *Tightrope*, *Tchao pantin*). Avec eux (sauf *Tightrope*), avec *Gueuse de vie* du Hongrois Basco, *Gracias por el fuego* de l'Argentin Renan, *The Ultimate Solution of Grace Quigley* de l'Américain Harvey, *L'espion des Balkans* des Yougoslaves Nikolic et Kovacevic, nous avions, à défaut de grands films de festival, des bons moments de cinéma. Pour le reste — je les ai presque tous vus — c'était plutôt mince, tant du point de vue proprement cinématographique qu'à celui des thématiques.

On mesurait d'autant mieux le minceur de la compétition que le festival programmait (heureusement) les lauréats ou films-vedettes des autres grands festivals: *Le bal* d'Ettore Scola (à ne manquer à aucun prix lorsqu'il se retrouvera en salle), *Paris, Texas* de Wim Wenders, *Journal intime* de Martha Meszaros, *Les nuits de la pleine lune* d'Eric Rohmer, *Un dimanche à la campagne* de Bertrand Tavernier, *La pirate* de Jacques Doillon, *Vigil* de Vincent Ward, etc.

Un festival de grands crus, disions-nous au début. D'abord par une com-

pétition améliorée et les oeuvres qui provoquent l'estime unanime du public et de la critique. Mais aussi parce que la panoramique qu'il permet de faire sur le cinéma mondial nous a paru plus intéressant que par les années passées.

Déplorons encore une fois que l'Afrique noire et le monde arabe, où nous savons qu'il se produit un cinéma fort intéressant, soient presque ignorés par le directeur général (qui décide seul de la programmation), alors que la France, l'Allemagne et les États-Unis sont sur-représentés. Ceci dit, j'ai fort apprécié de voir, en plus des films-vedettes, ces étonnants *Bayan-ko* venant des Philippines, *Vigil* de Nouvelle-Zélande, *Strikebound* d'Australie, *La maison et le monde d'Inde*, *Fin d'après-midi d'une faune* de Tchécoslovaquie, *La Casa de agua* du Venezuela, *Condores no mueren todos los días* de Colombie, et quelques autres qui rendaient le panoramique vraiment universel. Faute de temps, je n'ai pu voir les représentants de Grèce, Turquie, Chine, Norvège, etc. Plus étendue, mieux équilibrée, la présence québécoise s'est faite cette année plus représentative de la vie cinématographique locale. Comme il y a beaucoup à dire à ce sujet, j'en ferai l'objet d'un prochain article.

Que retenir de ce regard global? D'abord que sauf quelques rares exceptions, il ne faut pas s'attendre à des surprises au point de vue formel, surtout dans les cinémas jeunes et marginaux. Mais au niveau thématique, il fut agréable de constater que dans l'ensemble, le cinéma se préoccupe maintenant davantage des grands problèmes collectifs, se fait plus audacieux et colle davantage au vécu des gens.

Il faut signaler ici en premier lieu presque tout le cinéma d'Amérique latine (sept films vus) qui, après presque dix ans de banalisation par les censures politiques, semble retrouver le punch qu'on lui avait connu dans les années soixante. Il manifeste clairement qu'une nouvelle ère s'amorce sur ce continent.

Mêmes audaces politiques en Europe de l'Est où l'on met en scène le stalinisme de l'après-guerre comme symbole de la situation présente, aux Philippines où un jeune chômeur illustre toute la violence sociale du régime. De leur côté, les Allemands et Autrichiens semblent se préoccuper

**"Il fut agréable de constater que dans l'ensemble, le cinéma se préoccupe maintenant davantage des grands problèmes collectifs, se fait plus audacieux et colle davantage au vécu des gens."**

beaucoup de la renaissance de mouvements néo-nazis et de leur force d'attraction pour les jeunes. En attribuant le grand prix de la compétition à *El Norte* de Gregory Nava, le jury récompensait un film américain peu banal: tourné en espagnol, sans aucune vedette, il raconte sans complaisance l'aventure de deux jeunes paysans guatémaltèques, dont la famille vient d'être assassinée par l'armée, et qui viennent "au nord", aux États-Unis, grossir les rangs des travailleurs illégaux. Un film qui nous fait rêver à ce que pourrait devenir le cinéma de nos voisins si les cinéastes hollywoodiens avaient un peu plus de conscience sociale.

Autre thème fort intéressant: aussi bien en Inde et en Amérique latine que dans les pays développés, le féminisme s'impose comme valeur de civilisation et ses progrès semblent irréversibles. Dans quelques films européens, on parle maintenant des nouvelles relations à découvrir dans le couple...

Beaucoup d'enfants dans les films, cette année. Outre notre *Mario*, des handicapés physiques ou psychologiques, qui ne peuvent ou ne veulent pas grandir, se retrouvaient en vedettes dans des oeuvres australienne, néo-zélandaise, colombienne, suédoise. Dans plusieurs autres films, leur présence et leur préoccupation de leur vécu conféraient aux récits des accents de vérité inhabituels.





# À UNE PASSANTE

Je me souviens très bien du soir où j'ai dormi sur les trottoirs pour la première fois. La nuit était douce. Je m'étais faite toute petite au pied de la statue de Simon Bolivar: jamais encore je ne m'étais couchée sans un toit pour protéger mes rêves et mes peurs, il me semblait donc tout naturel de les confier à la garde du cavalier figé dans son élan qui piétinait là-haut la plaque souvenir "Hommage au Libérateur". La tête sur le sac en papier dans lequel étaient rangés tous mes biens, une rose bleue chargée d'oiseaux, ayant appartenu à ma jeune soeur, du savon Ivory, un peigne, ma brosse à dent, une culotte de rechange, un exemplaire écorné des *Fleurs du Mal*, une bouteille de noir à chaussures et la photo de mes parents, je m'endormis très vite, enroulée dans ma jupe grise, confortablement recouverte du manteau d'homme trouvé au comptoir Emmaüs quelques jours plus tôt. Je me réveillai à l'aube, transie par le brouillard du matin, sale, fripée de la tête aux pieds, respirant le caca des chiens emmenés en promenade par les beaux messieurs de la Cinquième avenue.

## À UNE PASSANTE

La rue assourdissante autour de moi hurlait.  
Longue, mince, en grand deuil, douleur  
majestueuse,  
Une femme passa, d'une main fastueuse  
Soulevant, balançant le feston et l'ourlet;

Agile et noble, avec sa jambe de statue.  
Moi, je buvais, crispé comme un extravagant,  
Dans son oeil, ciel livide où germe l'ouragan,  
La douceur qui fascine et le plaisir qui tue.

Un éclair... puis la nuit! Fugitive beauté  
Dont le regard m'a fait soudainement renaître,  
Ne te verrai-je plus que dans l'éternité?

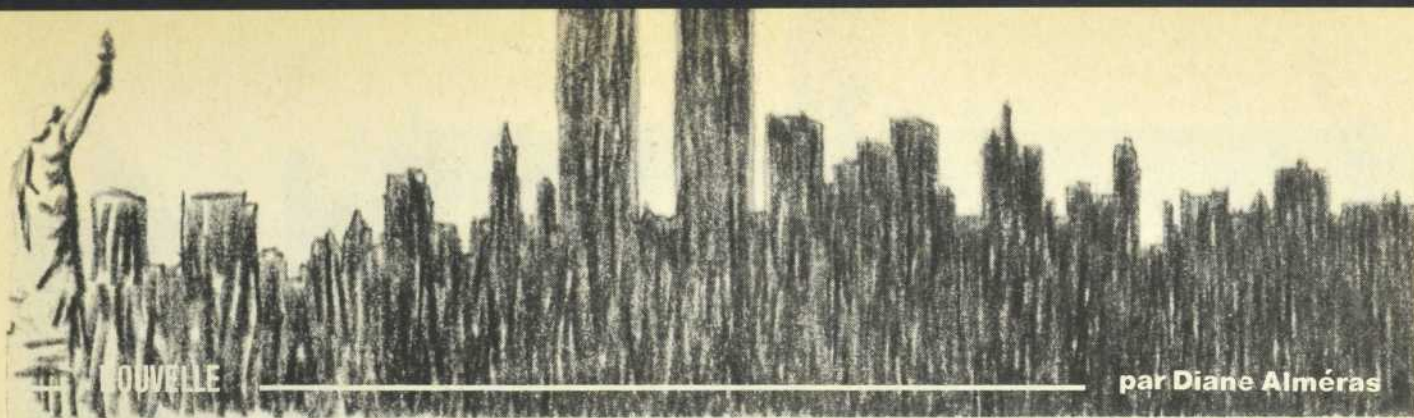
Ailleurs, bien loin d'ici! trop tard! jamais peut-être!  
Car j'ignore où tu fuis, tu ne sais où je vais,  
O toi que j'eusse aimée, ô toi qui le savais!

Baudelaire  
*Les Fleurs du Mal*

Plus de trente ans ont passé sans que je m'habitue jamais à ces réveils hostiles. Je suis chaque fois blessée par le contraste qui sévit entre l'accueillante quiétude de la nuit, le sentiment de paisible appartenance à l'univers qui m'envahit au moment de sombrer en moi-même, et l'initié du grand jour. Je ne dis pas, bien sûr, qu'il est plus facile de ne jamais avoir de toit où s'abriter, si ce n'est par les temps les plus froids quelque refuge surpeuplé qui vous fait vite regretter votre banc solitaire. Je sais trop avoir, de ces multiples veilles où je me recroquevais contre la maigre chaleur offerte par les bouches d'aération des immeubles commerciaux, gardé comme une gelure constante de l'échine, qui me laisse frissonnante même par les plus splendides journées de soleil. Mais la nuit, au moins, la ville m'appartient.

Je suis parvenue à me faire une vie à peu près convenable. Une fois réglée la question des adresses, les lieux publics où il est possible d'aller faire un brin de toilette, les comptoirs où l'on accepte de vous servir le café chaud indispensable au début de la journée, les restaurants dont les poubelles ne contiennent pas trop d'ordures, les bibliothèques dirigées par de jeunes marginaux qui se font un plaisir de vous prêter un livre pour les heures creuses et les magasins d'occasion qui vous laisseront partir avec une paire de bottes propres pour l'hiver, j'ai réussi à m'établir une petite routine ma foi très acceptable. Je ne vois pas ce que j'aurais à envier à ma mère, qui n'a pas plus mangé à sa faim pour s'être crevée à coudre à la machine.

La seule chose, en fait, vraiment pénible à supporter, c'est l'isolement, la sensation de vivre en marge d'une vie où je n'ai pas ma place, l'impression que l'on aimerait mieux ne pas me voir, cachée comme les coquerelles dont la ville est infestée. J'avais cependant fini par en prendre l'habitude, jusqu'à cette rencontre d'il y a quelques années. Comprenant qu'il suffisait de rester tranquille pour être tolérée, je m'étais entraînée à répondre au mépris par l'indifférence, convaincue en fin de compte que cette foule impassible et suralimentée ne pouvait en rien m'intéresser. J'ai malheureusement appris depuis que ce n'était pas vrai.



par Diane Alméras

Je flânais ce soir-là le long de la Troisième Avenue. Je m'étonnais du peu de promeneurs, par une soirée si chaude, lorsqu'un couple assis à la vitrine d'un café attira mon attention. La distance m'empêchait de les distinguer, mais j'étais captivée par cette façon qu'ils avaient de se pencher l'un vers l'autre. Habitée depuis si longtemps maintenant à ne pas être vue, et à ne pas regarder non plus, je me sentis soudain assoiffée de cette tendresse inconsciente de son prix. Je traversai la rue, marchant calmement dans leur direction.

La jeune femme m'aperçut la première. Je m'arrêtai, lui souris. Il me sembla mettre dans ce sourire tout ce que la vie m'a laissé de douceur et d'amour. Je ne crois pas qu'elle le comprit. Elle me regarda très attentivement, l'air inquiet, un peu bouleversé, mais son regard ne rejoignait pas le mien. Je repris mon pas vers elle, sans réussir à la retenir; elle se détourna pour écouter son compagnon, qui pendant ce temps n'avait pas cessé de lui parler.

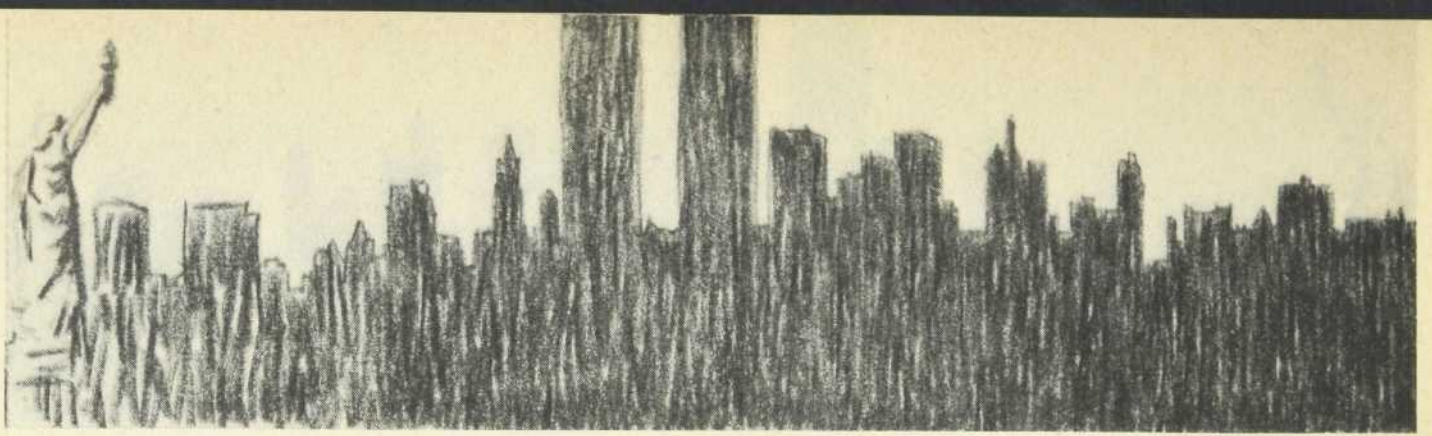


Maintenant que je les voyais mieux, ils me plaisaient beaucoup. Des amoureux ordinaires, mais ce dimanche ils réchauffaient pour moi les pavés de la ville trop déserte: mon vieux dos pourrait dormir paisiblement cette nuit-là, je n'aurais pas froid. Cette assurance ne parvenait pourtant pas à calmer mon désir de m'immiscer entre eux, de participer à leurs gestes, d'imprégner mon image au fond de leurs yeux. Je quittai malgré tout la place, ne sachant ni comment parvenir à mes fins, ni ce que je voulais réellement. Car enfin, que signifiait ce soudain engouement pour deux inconnus semblables à tous les inconnus qui m'ignoraient depuis trente ans? En quoi ceux-là méritaient-ils ce brusque élan de mon cœur? Je n'étais pour eux qu'une pauvre clocharde, un peu dérangée et cherchant sans doute à leur soutirer de l'argent. Pourquoi attendre que se passe quelque chose de remarquable entre un couple sans signe particulier et une clocharde tout aussi ordinaire?

Mais c'était plus fort que moi. Trichant juste un peu avec moi-même, je me rappelai tout à coup que j'avais négligé d'aller chercher le journal du lendemain et que, bien sûr, il n'était pas question de m'en priver. Avec l'âge, mon sommeil résiste mal à la lumière du jour et, une fois réveillée, seule la lecture peut m'aider à supporter l'humidité crue du matin, sinon les heures sont trop longues et je me traîne ensuite toute la journée. Forte de ce prétexte, je traversai l'avenue, remontai deux rues plus haut pour m'offrir le luxe d'une édition neuve au comptoir de la soixante-huitième, donnai trente sous au commis et repris ma route le plus innocemment du monde. Me disais-je. J'étais à nouveau en face du café.

Mes amoureux n'avaient pas bougé. Ils paraissaient toujours aussi confortables en compagnie l'un de l'autre, très à leur aise dans cet établissement à la mode où les jeunes gens biens vont finir la soirée en dégustant des gourmandises aux noms appétissants et sophistiqués: "Gâteau aux pommes à la hollandaise", "Gâteau du diable au chocolat", "Savarin de rêve", "Cachettes aux cerises", "pêches Romanoff". Pour ma part, je préfère le gâteau du diable au chocolat. Lorsque je me laisse aller à lire les placards tentateurs des restaurants, je me réjouis chaque fois que son nom apparaît à la carte. Cela me rappelle le temps où la présence du diabolin caché sous mon lit enrobait mes nuits d'une séduction sans pareille; sinon, qu'aujourd'hui, c'est le chocolat qui a pour moi le charme trouble des interdits. Le chocolat, et les tendres manières du couple qui était attablé de l'autre côté de l'avenue.

Je m'avançai donc vers eux, emportée par une sensation étrangement lourde de flottement, les yeux rivés à ceux de la jeune femme qui s'était retournée, mue sans doute par cette conviction qui nous dirige d'instinct vers qui nous observe. Je lui souris à nouveau. Comment lui faire comprendre que cette vieille femme qui venait vers elle, traînant un peu les pieds, son gros journal sous le bras, lui souhaitait toute la joie du monde? Elle tendit la main vers son compagnon, comme pour attirer son attention, puis se ravisa. Je passai mon chemin, heureuse de son désarroi.



La rue était devenue complètement déserte. J'en arrivais à croire que la serveuse du café, ses deux clients et moi étions les seuls habitants de la ville à obliger le jour à durer plus longtemps et à refuser l'oubli tranquille du sommeil, dans l'espoir peut-être de voir se réaliser enfin les promesses du matin. Je me sentais près du but; il suffisait d'attendre, de taire l'excitation qui m'envahissait et d'attendre. Mon heure viendrait. La longue suite de mes jours et de mes nuits m'avait au moins appris cela, que l'impatience n'est bonne qu'à faire surir le désir. Je m'assis dans le recoin formé par le mur extérieur du restaurant et celui de l'immeuble voisin.

J'entendis bientôt une porte s'ouvrir et des bruits de voix. Mon sang me brûlait. L'homme et sa compagne passèrent devant moi, très absorbés semblait-il par leur conversation, mais je vis bien le coup d'oeil rapide que me jeta celle-ci; elle avait au moins compris que je l'attendais. Ils marchèrent encore une dizaine de pas, jusqu'à ce que ma jeune amie — le savait-elle? — appuie sur le bras de l'homme pour l'arrêter. Elle lui dit quelques mots en me désignant légèrement de la tête, et je le vis chercher dans ses poches pour lui donner quelques pièces de monnaie.

Elle était maintenant devant moi, affreusement nerveuse et ne sachant pas comment m'offrir son foutu argent. Moi, je la regardais, droit dans les yeux, immuable comme le destin. J'étais curieuse de voir comment elle s'en sortirait. Elle commença par me tendre lentement les pièces, mais retira prestement sa main devant le refus que je lui indiquai du menton. Je souriais, mignonne viens plus près. Elle tenta ensuite de m'expliquer qu'elle désirait me payer un café, n'importe quoi, quel beau sourire je lui avais fait. Pauvre chérie, ce n'est pas facile, dis, de franchir en un seul bond le mur, oh! imperceptible, que tu as dressé depuis toujours entre toi et le peuple de la rue. Tu ne sais même pas s'il y a une ouverture, par où me rejoindre ou t'enfuir. Et je lui souriais, gentiment, en secouant la tête. Non.

Elle ne bougeait plus. Le poing fermé sur son argent inutile, elle plongeait ses yeux dans les miens en quête de secours. Je la tins là quelque temps — j'ignore combien de secondes, de minutes —, j'étais bien. Je me sentais possédée par son regard, je vibraï du plaisir d'exister. Ma folle, ma belle, ma douce. Tu étais les enfants que je n'ai pas eus, les amants qui ne sont pas venus aux heures de la nuit. Tu étais... Je n'eus pas la chance de divaguer plus loin. L'inconnue avait baissé les yeux, étrangère à nouveau. Elle pris ensuite une longue bouffée d'air, me regarda une fois encore, très vite, puis, ayant brusquement pris sa décision, elle m'embrassa sur la joue et se sauva en courant.



Je dormis très mal finalement. Je me faisais l'effet d'un papillon qui aurait tourné trop près d'une chandelle, à jamais séduit par la lumière qui le brûla au coeur. J'étais joyeuse et angoissée tout à la fois. Je n'avais pas gagné beaucoup, mais quelqu'un dans cette ville, une femme qui existait, riait et aimait, pensait à moi.

Quelques semaines plus tard, elle est passée tout à côté du banc où je lisais, m'embaumant de son parfum. Je lui ai souri, mais elle a continué, sans me voir.



## YENTL, UN MYTHE DE CRÉATION ACTUEL

par Michel M. Campbell

Pologne profonde du tournant du siècle. Ghetto de Bechev. La paire d'étudiants rabbiniques, Advigor et Anshel dînent, comme chaque jeudi, chez un homme riche qui a promis sa fille à Advigor. Les trois hommes discutent de la Loi, tandis que la maîtresse de maison et sa fille Hadass se morfondent à les servir.

On dirait la salle à dîner d'un presbytère traditionnel desservie par des femmes, ou celle de quelque planteur de Virginie servie par des Noirs. Il y a là deux races de monde bien distinctes. Ceux qui ont le droit de statuer sur le réel et les autres qui "n'ont pas à penser" comme dira Advigor et qui participent à la dignité des premiers par leur dévouement silencieux. Dieu semble d'ailleurs légitimer cet état de fait.

Sauf qu'ici l'interdit ne s'étend pas jusqu'à la sexualité et au mariage. On le voit lorsqu'Advigor, rejeté par la famille de Hadass, apporte en cadeau de nocces à Anshel qu'on lui a préféré, le livre de "La lettre sainte" où un sage rabbin recommande à l'époux de bien veiller au plaisir de sa femme. Curieux mariage que celui-là et curieuse amitié que celle-là.

En fait, c'est surtout par amitié pour Advigor qu'Anshel a accepté de marier Hadass. Pour ne pas le perdre. Douce et troublante amitié. En elle, Advigor qui vivait le deuil d'un jeune frère suicidé a retrouvé le goût de vivre et la tendresse. Et Anshel le timide a trouvé un compagnon, un modèle, un protecteur et une manière de vivre l'amour.

Car si Advigor et tous les autres s'y sont laissés prendre, le spectateur sait lui qu'Anshel n'est pas un garçon mais bien une jeune fille qui refusait le rôle de commère et de femme servante qu'on lui destinait. Anshel est le nom de son frère mort en bas âge. Son veuf de rabbin de père, désespéré de ne pouvoir transmettre son amour de l'étude des livres saints à un fils, a un jour franchi l'interdit culturel et entrepris d'initier sa fille à la théologie. Il a fait, en secret, ce geste de certains pères eskimo qui, n'ayant produit que des filles, décident d'en choisir une et de la considérer comme un fils, ce qui est alors accepté

par le clan. Mais la Pologne du film n'est pas le Grand Nord et si le père de Yentl a la conviction de pouvoir partager librement avec sa fille, sous le regard de Dieu, son amour de la Parole, il se méfie de ses voisins.

Drame cornélien d'Anshel/Yentl déchiré(e) entre son amour pour le bel Advigor et son désir d'étudier la Parole; entre sa forte compréhension de l'attirance d'Advigor pour Hadass et son désir de respecter la réalité de cette jeune fille; entre son besoin de se socialiser et l'exigence fondamentale de franchir le tabou qui l'empêche de vivre. Ce récit ne manque pas d'intensité dramatique. Plus, il vaut la peine d'être analysé et discuté. Non seulement parce qu'il illustre avec goût et acuité le problème de l'asymétrie des rapports hommes-femmes dans les religions sémitico-chrétiennes, mais parce qu'il le situe plus largement dans celui des relations intersexuelles avec les ambiguïtés que cela suppose.

Son thème, qui n'est pas sans rappeler celui de *La nuit des Rois*, est typique de la production filmique actuelle (*La cage aux folles*, 1, 2, 3; *Victoria*, *Tootsie*) qui voit dans le travesti ou l'homosexuel une métaphore du brassage des rôles culturels que nous avons à vivre. Ces figures, par leur audace et leurs problèmes, montrent à la fois la contingence des stéréotypes sexuels et la possibilité de se donner une identité propre. Sans être une apologie de l'homosexualité, il affronte avec lucidité, délicatesse et profondeur, la réalité de l'ambiguïté sexuelle qui marque les rapports humains et la fécondité que cela peut avoir sur la culture quand on ne se contente pas de la fuir dans la censure ou le simple "acting-out". Parce qu'il a été l'ami d'un homme/femme, Advigor dépassera la mélancolie qui hante sa famille et sera un mari qui saura respecter sa femme jusqu'à lire le texte saint avec elle. Et Hadass, d'avoir vécu avec un homme/femme, sera capable de dépasser son rôle de servante et de se reconnaître capable de parole.

C'est Barbra Streisand qui assume le rôle-titre avec beaucoup de vérité. Plus, elle y fait ses armes de réalisa-

trice. Il fallait une certaine audace pour aborder un tel sujet, mais il semble que celle-ci s'enracine dans la redécouverte de son identité et plus précisément dans la recherche de la figure de son propre père. L'entreprise n'a pas été facile. Isaac B. Singer, entre autres, le grand chroniqueur des ghettos polonais dont une nouvelle inspire le film, lui a reproché le côté comédie musicale de son film et le narcissisme de ses gros plans. Réflexe patriarcal d'auteur qui ne se résigne pas à laisser courir son oeuvre et qui, dans un autre genre de narcissisme, prétend contrôler la forme de la traduction, voire de la tradition, des mythes qu'il a créés. Comme si Barbra Streisand avait dû s'exprimer dans un autre langage que celui du cinéma américain pour communiquer à ses contemporains sa propre reprise de son identité juive.

C'est là un des sens profonds de ce film. Le problème de l'usage de l'héritage, de l'assomption des dons de la vie, qu'ils soient d'ordre sexuel ou culturel. S'agit-il d'un geste de conservation presque muséologique de la lettre qui finit toujours plus ou moins dans la folklorisation, ou d'une réécriture où chacun dans la richesse et la limite de sa spécificité réécrit, recrée et signe le sens du don reçu?

La fin du film est éloquente à ce sujet et le situe dans son genre littéraire. Il s'agit d'un récit de création. Du chaos qu'entraîne la propre confusion de Yentl émerge une humanité nouvelle. Advigor et Hadass ne seront plus comme leurs parents et apparaîtront face à l'étude de la Parole, comme un couple où il n'y a plus "ni femme ni homme", et Yentl pour s'assumer pleinement comme femme, étudiante rabbinique, partira vers le Nouveau Monde.

Ce film est à ranger avec tant d'autres films des USA (tels *La mélodie du Bonheur* ou *Le violon sur le toit*) parmi ces récits où l'Amérique se donne ses propres mythes fondateurs et où l'humain américain, en rejetant toujours quelque archaïque Pologne, prétend construire une terre de liberté et d'égalité.



# pêle-mêle

Le Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA) a maintenant ses bureaux au 3738 St-Dominique, Montréal, H2X 2Y9, tél.: (514) 288-3412, et vient de lancer son bulletin trimestriel *AFRIQUE* (Abonnement: 5\$). Le CIDMAA a déjà produit des monographies sur la Namibie, l'Afrique australe, sur la collaboration canadienne avec l'apartheid, et un diaporama sur "Travailleurs et syndicats en Afrique australe". Cet organisme non gouvernemental dispose aussi d'un fonds documentaire et de nombreuses publications spécialisées sur cette région. Appelez, visitez, consultez: le CIDMAA est à votre service!

Chaque année, dans le tiers monde, 15 millions d'enfants meurent des suites d'infections causées par la malnutrition: à ce rythme de 40 000 décès par jour, le Québec serait complètement décimé en moins de six mois. Pour combattre la mortalité infantile de ce type, outre la vaccination et l'allaitement maternel, on a récemment mis au point la "thérapeutique de réhydratation par voie orale": une solution de sel, d'eau et de sucre qui permet de prévenir ou d'arrêter la déshydratation causée par les infections diarrhéiques. Cette médication est déjà diffusée dans 34 pays et on arrive à en produire quelque 80 millions de sachets par an. Les spécialistes estiment toutefois qu'il en faudrait "au moins un milliard par an" pour que les 5 millions d'enfants directement menacés puissent en bénéficier. Ce programme est soutenu par l'Unicef, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, qui fera appel au public, comme chaque année, le 31 octobre.

Si vous possédez de l'information, de la documentation au sujet de l'évolution, au fil des générations, de la "Crèche de l'Enfant-Jésus" en terre canadienne, vos renseignements seraient grandement appréciés d'un lecteur de *Relations*. Il s'agit de les communiquer à M. Jacques Blain, C.P. 1175, Nicolet J0G 1E0.

Depuis quinze ans, le Québec accueille en moyenne 5 000 immigrantes par année. Portrait-type: "il s'agit d'une jeune femme dans la vingtaine, mariée, originaire d'Europe ou du tiers monde et ayant été admise (par les services de l'immigration) à titre d'"indépendante". Elle est allophone ou unilingue anglaise, possède moins de 13 ans de scolarité et ne projette pas de travailler immédiatement à son arrivée. Toutefois, lorsqu'elle désire travailler, elle s'oriente vers les emplois de bureau, ceux du secteur manufacturier (textile et confection) ou ceux des services (personnel domestique)." Pour en savoir plus sur la situation des femmes immigrées au Québec, voir le numéro de l'été 1984 de la nouvelle revue *Humanitas*, qui s'intéresse aux rapports sociaux et culturels entre les communautés ethniques: 874, rue Sherbrooke est, Montréal H2L 1K9.

Vient de paraître: la retranscription des conférences et débats du symposium sur le thème *Peuples colonisés et droits nationaux*, trois cas de déposssession territoriale: les autochtones, les Palestiniens, les peuples noirs d'Afrique du Sud. Ce symposium s'était déroulé simultanément (au mois d'avril '84) dans 5 villes canadiennes: Toronto, London, Hamilton, Ottawa et Montréal sous la coordination de EAFORD (International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination). L'originalité du thème de cette rencontre réside dans la mise en parallèle de trois situations de peuples colonisés permettant de mieux comprendre la naissance du racisme comme moyen de justification de toutes les injustices commises à l'endroit de ces peuples. Vous pouvez obtenir ce dossier pour 3\$, au Mouvement québécois pour combattre le racisme, 8225, boul. St-Laurent, Montréal H2P 2M1, tél.: (514) 382-7670.

Combien de personnes, au cours des dernières années, ont pris leurs distances par rapport à l'Église institutionnelle et souhaiteraient aujourd'hui "dialoguer et se repenser au plan de la foi de leur baptême"? *Sentiers de foi* est le nom d'un nouveau service visant à répondre à ce genre de besoins spirituels. Animée par le P. Irénée Beaubien, l'équipe de *Sentiers de foi* entend assurer, dans un authentique esprit oecuménique, le plus grand respect des personnes. Les bureaux, ouverts de 9h30 à 17h00 en semaine, se trouvent au 1200, Bleury, Montréal H3B 3J3.

Dans un rapport de mission rendu public au début de l'été, Amnistie internationale affirme que la plupart des 40 000 victimes de la violence politique en El Salvador au cours des cinq dernières années ont été assassinées par les forces gouvernementales. "Les corps ne sont nullement dissimulés. En laissant ces cadavres décapités, mutilés, défigurés, à la vue du public, les autorités entendent bien signifier qu'elles n'entendent pas mettre un terme à ces tueries ni punir les responsables." AI souligne en outre que les autorités "ont également tenté d'empêcher les enquêtes indépendantes et dissimulé leurs résultats sur le degré de responsabilité des forces régulières de l'armée et de la police dans des exécutions extrajudiciaires". On peut contacter le secrétariat de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale au 1800, Dorchester ouest, suite 127, Montréal H3H 2H2.

"Stratégies en vue du pouvoir: moyens et méthodes par lesquels les femmes peuvent participer à l'élaboration des politiques". Tel fut le thème d'un séminaire tenu à Ottawa, au printemps 1983, sous l'égide de la Commission canadienne pour l'UNESCO, et dont le compte rendu bilingue vient d'être publié. Cette réunion regroupait des participantes provenant aussi bien du monde syndical que du gouvernement, de l'université que des mouvements de défense des droits des femmes, ainsi qu'une délégation internationale. (Commission canadienne pour l'UNESCO, 255, rue Albert, C.P. 1047, Ottawa K1P 5V8).

# tant de choses au coeur

## LE MIRAGE DE L'OMNIPRÉSENCE

Après plus d'un mois, ces vacances tant attendues se terminent, déjà. Nous voilà aussitôt réengouffrés, réengloutis par les diverses activités quotidiennes. Toutes nos journées, écartelées entre le travail "gagne-pain", les engagements de nos militances, le roulis ménager, les rencontres désirées ou obligées, l'activité sportive, la vie familiale et, enfin, la retraite consentie au rapprochement de soi-même, dégringolent dans le lit du temps qui passe, trop vite. Il ne reste de ces élans, de ces efforts, de ce tourbillon que sable entre les doigts.

Une question, l'écho d'une pensée inquiète surgit alors en chacun et chacune quand tombe la fièvre qui laisse à bout de souffle: est-il possible de tenir ce rythme, est-ce réaliste et pertinent, est-ce vraiment "vivable"? Au mitan de toutes les interpellations, des possibilités multiples, créer, faire jaillir, intégrer, produire, dire cette vie appelle à poursuivre la route, à façonner le devenir. Mais comment et à quel prix? Où en êtes-vous? Où en sommes-nous?

Dans les tensions, personnelles et collectives, entraînées par l'éboulement incessant du quotidien, reste-t-il encore de la place pour la créativité, l'authenticité, l'harmonie? Admettons que souvent, au milieu de cette course folle, nous ayons l'impression de réaliser une quantité de choses... Mais, quelques fois, ne sommes-nous pas secrètement déçus de la qualité des gestes posés? Et pourtant, des voisins, des amis, "les autres" se démènent et courent autant sinon plus que nous, un sourire de satisfaction accroché aux lèvres!

"Silence!... Lentement!... Calmement!... Doucement!..." Ne sentez-vous pas que parfois, du fin fond de vous-mêmes, ces quelques mots ensevelis cherchent à émerger, à reprendre forme? Ces signaux n'invitent-ils pas aux retrouvailles avec soi-même? Revenir doucement, reprendre souffle, respirer tranquille-

ment, réaccueillir l'existence.

Cela semble si simple, si facile, si enfantin. Pour y arriver, il n'y a qu'un moyen: se débarrasser de tout ce qui embouteille l'être et le temps. Mais bien vite, vous verrez, toutes ces encombrantes activités vous sembleront indispensables, importantes, utiles.

Non! N'en restez pas là! Allez plus loin: requestionnez vos choix, vos priorités, votre besoin d'être présent partout. Requestionnez vos attitudes de fond.

Plus facile à dire qu'à faire, direz-vous avec raison. Et pourtant, nous sommes les premières victimes de ce mirage de l'omniprésence. Pouvoir regarder en face, apprendre et surtout comprendre les dures leçons de cette attitude. Radicalité de présence, radicalité de retour à soi-même, enfin et surtout, radicalité de coupure avec soi-même, coupure avec ce que nous entendons par vérité. Couper! Couper avec ce qui est cher à notre idéal de nous-même, couper avec l'image peut-être reconfortante de certaines croyances. Radicalité des choix à faire...

Bref, la radicalité de cette coupure invite à repartir à neuf, à regarder devant soi, à laisser les vieilles outres accrochées au mur. Savoir recréer, ouvrir les possibles, être là et s'émerveiller d'un rien. Savoir faire un retour sur soi simple et dépouillé pour accueillir et aimer l'autre et l'Autre, authentiquement.

C'est alors, alors seulement, que je donne vraiment, je reçois aussi, je renais et je mets radicalement au monde, au travail, un geste créateur et porteur d'espérance, dans la foulée de celui qui a dit "Voici, je fais toutes choses nouvelles" (Ap 21,5).

**Béatrice Gothscheck  
Robert Robert**

# SOMMAIRE

volume 44

numéro 504

octobre 1984

## FACE À L'ACTUALITÉ

Comment continuer à célébrer notre foi? (J.H.) — Des promesses et des jeunes (F.G.) — Par-delà les soupçons, à quand le vrai dialogue? (K.L.) — Dialoguer avec les nouveaux groupes religieux (Y.L.) — Les infractions sexuelles à l'égard des enfants (G.B.). 243

## ARTICLES

Pierre BONNET	Un congrès sur la reconversion industrielle: la paix, l'économie et l'emploi	248
Albert BEAUDRY	Pour sortir de l'impasse	250
Guy PAIEMENT	Chrétiens devant la guerre et la paix	251
Marcel VIAU	La libération des opprimés: exigence humaine, exigence chrétienne	254
Marie DE SERRES	Le conflit entre l'Église et l'État au Nicaragua	257
Nicol TREMBLAY	Essayer de comprendre le Nicaragua	261
Louise LANDRIAULT		
Julien HARVEY	La formation professionnelle dans le virage technologique	263
André CORTEN	La "classe ouvrière" dans le tiers monde	265
Guy PAIEMENT	La Commission Justice et Foi de Québec	268
Edmond ORBAN	Les enjeux des élections présidentielles américaines	271

## CHRONIQUES

Yves LEVER	Second regard sur les films du monde	272
Diane ALMÉRAS	À une passante. Nouvelle.	274
Michel M. CAMPBELL	<i>Yentl</i> , un mythe de création actuel	277
	PÊLE-MÊLE	278
Béatrice GOTHSCHECK	Le mirage de l'omniprésence	279
Robert ROBERT		

## SOIRÉE RELATIONS

Organisée par le Centre justice et foi

## QUEL AVENIR POUR LE QUÉBEC?

Pour célébrer à retardement le 500<sup>e</sup> numéro de **RELATIONS**, la soirée du mois d'octobre aborde audacieusement la prospective. Dans le creux de la vague du pessimisme et de la démobilisation, nous posons la question de l'avenir. S'il nous est difficile depuis quelques années de formuler des «projets» pour notre société, il n'empêche qu'elle sera ce que nos contraintes économiques et les planifications de nos responsables politiques feront d'elle. Majorité muette peut-être, mais consciente au moins, ne devons-nous pas nous poser cette grande question du futur de notre Québec?

Les invités qui lanceront le débat sont:

Monsieur **Louis Balthazar**, professeur de science politique à l'université Laval;

Monsieur **Charles Halary**, professeur de sociologie à l'UQAM et membre du Groupe de recherche et d'étude sur la technique et la société;

Monsieur **Pierre Harvey**, directeur de l'École des Hautes Études Commerciales;

Monsieur **Kimon Valaskakis**, économiste, spécialiste en prospective et directeur du groupe GAMMA.

**Lundi le 15 octobre 1984 de 19h30 à 22h00 à la Maison Bellarmin 25, rue Jarry ouest (métro Jarry).**

L'entrée est gratuite. Invitez vos amis et amies.